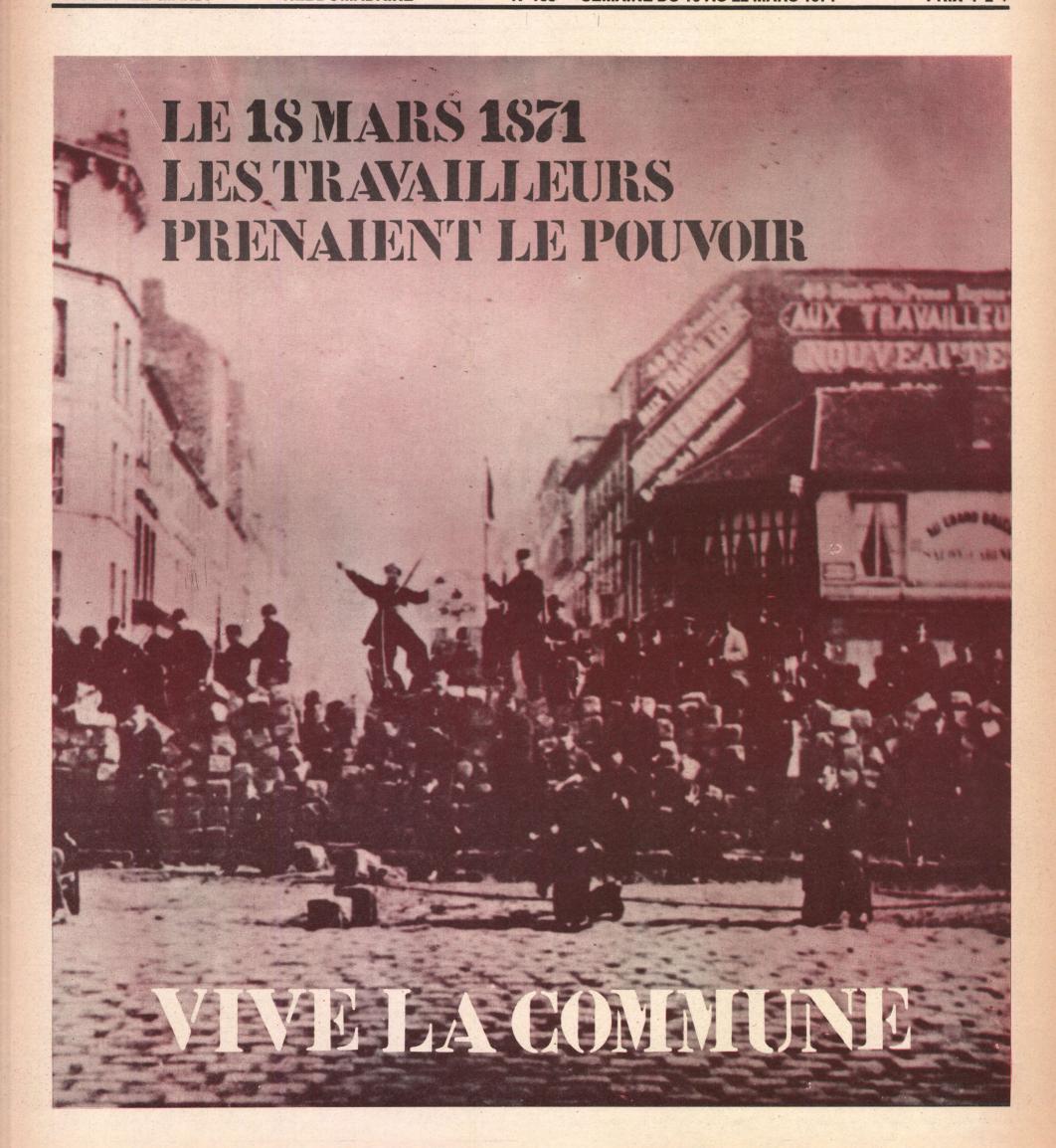
# IIIIIIIE OUVIERE

PARAIT LE MARDI

HEBDOMADAIRE

N° 133 — SEMAINE DU 16 AU 22 MARS 1971

PRIX : 2 F



# courrier des lecteurs

#### La grève des postiers anglais :

#### une trahison des syndicats

Nous avons reçu d'un de nos lecteurs actuellement en Angleterre quelques précisions sur la récente grève des postiers et les conditions de la reprise. Cette lettre montre à l'évidence la trahison des syndicats et l'isolement dans lequel ils ont maintenu la lutte des postiers malgré la sympathie rencontrée par leur mouvement dans la population en général et les travailleurs en particulier.

La greve la plus longue de l'histoire d'après-guerre, celle des postiers anglais, s'est terminée par une défaite.

Après 44 jours de grève, Tom Jackson, dirigeant du syndicat des PTT anglais, a déclaré en sanglotant aux 230.000 postiers en grève :

- «Si nous avions eu plus d'argent, la grève aurait continué. Faire face aux réalités, c'est la meilleure façon de se sortir d'une mauvaise situation. »
- « Tu nous as vendus », ont crié pour réponse les postiers réunis.

Ils se battaient pour obtenir 15 % d'augmentation de salaire (le salaire moyen d'un postier anglais est de 800 F par mois) et le syndicat a décidé la reprise du travail, alors qu'il n'est même pas certain d'obtenir les 8 % que le gouvernement était disposé à céder au début de la grève.

Après avoir reculé à plusieurs reprises, et revendiqué 13 % au lieu de 15 % fixés au départ, les syndicats avaient rompu les pourparlers avec le gouvernement, lorsque celui-ci avait proposé 1 % de plus sous forme d'une prime de pro-

Aujourd'hui, les dirigeants syndicaux justifient cette trahison en prétextant le manque d'argent dans la caisse du syndicat des postiers.

Mais à qui la faute ?

La centrale intersyndicale a refusé d'apporter son soutien financier, et qui plus est, a tout fait pour isoler les posiers en lutte.

En effet, les dirigeants syndicaux ont même refusé d'étendre la grève aux téléphonistes, aux mécaniciens faisant partie des PTT et aux cheminots chargés du transport des colis.

Il était pourtant évident que cette grève des postiers était une véritable épreuve de force entre le gouvernement et les travailleurs.

Les conservateurs cherchent à l'heure actuelle à pratiquement supprimer le droit de grève. Ils cherchent à imposer une politique d'austérité qui comprend notamment :

- des licenciements massifs.
- une augmentation forcenée des cadences au moyen de contrats de productivité,
- la suppression de nombreux avantages (en particulier la suppression de la gratuité des soins médicaux).

Et le gouvernement a choisi de tester la combativité des travailleurs en s'attaquant à l'une des sections des travailleurs ayant les plus faibles traditions

Il escomptait, en les brisant, démoraliser l'ensemble des ouvriers en leur prouvant l'inutilité de telles luttes.

Les postiers, à la surprise générale, n'ont pas failli, ils ont tenu pendant plus de six semaines et ont fait preuve d'une détermination extraordinaire.

Des dizaines de milliers de postiers, hommes et hemmes (tous ceux qui n'étaient pas soutiens de famille) sont restés 44 jours sans un sou.

Admirée par l'ensemble des travailleurs, leur grève est extrêmement populaire, d'autant plus qu'ils ont continué à assurer pendant toute la grève le paiement des retraites des vieux et des allocations familiales et les remboursements de la Sécurité sociale, ne portant ainsi aucun préjudice important à la popula-

En dépit de la politique de trahison de la direction syndicale, les travailleurs anglais ont montré qu'ils étaient solidaires des postiers.

En organisant le 21 février dernier la plus grande manifestation qui ait eu lieu depuis la deuxième guerre mondiale, en cessant pendant 24 heures le travail le lundi 1er mars sans l'avis de la confédération syndicale, les ouvriers dans leur ensemble ont prouvé qu'ils ne resteraient pas sans réagir.

Malgré la reprise, les postiers donneront du fil à retordre aux capitalistes comme aux dirigeants syndicaux.

Car ils comprennent de plus en plus qu'ils ne pourront pas compter, pour défendre leurs intérêts, sur ceux-là même qui ont préparé le terrain aux actuels conservateurs.

L.N. (Londres)

P.S. Quelques chiffres supplémentai-

- la hausse du coût de la vie en Angleterre de 70 à 71 : plus de 8 %.
- Ce que d'autres travailleurs ont obtenu récemment :

15 % aux fonctionnaires. 12 % aux mineurs.

10 % aux postiers.



La police dialogue le 4 mars.

#### Le lendemain elle organise des rafles dans le XVIII arrondissement (Paris)

Vendredi soir vers minuit, un ami et moi n'étions pas attablés depuis plus d'un quart d'heure au tabac de la porte de Clignancourt, qu'une dizaine de policiers en uniformes, des gradés et des inspecteurs en civil, bloquèrent toutes les issues du café et entreprirent de vérifier l'identité de toutes les personnes

Inutile de préciser qu'un vendredi soir, il y avait du monde et principalement des jeunes, que les flics tutoyaient à qui mieux-mieux ainsi que les consommateurs à la peau « pas assez blanche ». (Sans doute voulaient-ils maintenir le « dialogue » commencé la veille dans Paris). Les Français de souche gauloise ou supposés tels — ayant droit au

vouvoiement, n'eurent pas à être fouillés, « palpés » comme on dit dans la police, comme tous les Antillais et Algériens présents. A la fin de la rafle, trois personnes furent embarquées, dont un jeune et un Algérien...

Quant au contrôle d'identité il fut très poussé : demande de la carte d'identité, de justification de la profession, domicile, d'état militaire même. A ceux qui s'en étonnaient, il fut répondu qu'ils savaient à quoi ils s'exposaient « en se baladant dans le quartier de Montmar-

Alors avis aux habitants du quartier de Montmartre qui s'aviseraient d'enfreindre la nouvelle loi du métro-boulotdodo-couvre-feu; ils savent ce qu'ils risquent. Et après tout s'ils ne sont pas contents d'être protégés d'aussi près, ils peuvent toujours déménager. Car la rafle de vendredi soir n'est pas un cas exceptionnel dans le quartier Clignan-

Seules choses à peu près drôles dans cette histoire : il v avait dans le café. un flic - hors-service, mais en uniforme - dans un état d'ébriété très avancée, et qui bien sûr, n'a pas été inquiété par ses collègues, quant à mon ami et moi, nous sortions d'une réunion électorale « Paris aux Travailleurs », sur le thème de... la répression!

A. F. (Paris-10°)

#### « L'Ecole Emancipée » proteste contre la répression

La tendance Syndicaliste révolutionnaire des Enseignants : Ecole Emancipée communique :

1) Après la libération de Gilles Guiot. Par leur action résolue, par leurs multiples manifestations, par leur détermination, les lycéens ont contraint le Pouvoir à intervenir auprès des autorités judiciaires pour la libération de Gilles Guiot. C'est un important succès des luttes lycéennes appuyées par les Enseignants de l'Ecole Emancipée. La lutte contre la répression avec la si grave affaire Richard Deshayes se poursuit. La lutte doit aussi se poursuivre au niveau de chaque établissement pour dénoncer tous les actes de répression journalière, toutes les méthodes qui tendent à remettre en place sanctions ou récompenses abandon-

nées depuis Mai 68. La tendance Ecole Emancipée soutiendra toutes les luttes lycéennes contre toutes les formes de répression policière, judiciaire ou administrative.

2) Inspection. Des enseignants à Paris et dans la région de Marseille ont refusé d'être inspectés. La tendance Ecole Emancipée rappelle ses positions sur le système dégradant et humiliant de la note de mérite, des promotions au choix et des récompenses honorifiques. Elle entend poursuivre sa lutte contre l'inspection-notation. Elle lutte et luttera contre toute sanction infligée à des enseignants refusant l'inspection.



Responsable de la publication Michel RODINSON

Impression: Roto technic Offset Tél: FLA. 37-07

> Composition: 4, rue du Bouloi

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson Initiative Socialiste 54, rue Monsieur-le-Prince 75 - Paris-6°

Nota: cette adresse n'est pas une permanence, écrire seule-

Tarifs des abonnements:

ordinaires : 6 mois: 30 F 1 an: 50 F sous pli fermė: 6 mois: 70 F

1 an: 130 F Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers

doivent être faits au : C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

#### lecteurs nos

Une nouvelle fois, nous rappelons à tous ceux qui nous écrivent qu'il est indispensable pour eux d'indiquer leur nom et leur adresse complète.

Ces indications ne sont pas portées lors de la publication si nos correspondants ne le désirent pas. Mais tous peuvent facilement comprendre que la rédaction de Lutte Ouvrière ne peut prendre la responsabilité de publier une lettre sur l'auteur de laquelle elle n'a aucune indication, même si cette lettre est fort sympathique à notre égard, même si elle pose des problèmes et des questions qui méritent d'être débattus.

#### Éditorial

# L'U.D.R. N'A PAS REUSSI A ENTAMER LES FIEFS DE LA "GAUCHE"

'IL est vrai que les élections municipales sont de toutes les élections celles qui sont les moins politiques, la stabilité du corps électoral qui s'est manifestée au premier tour de scrutin est peut-être plus apparente que

Cependant, une fois de plus, il se confirme que la majorité absolue que l'U.D.R. possède à la Chambre ne reflète absolument pas sa position réelle dans le pays au niveau local. Il est infiniment plus facile de réduire la participation du P.C.F. au Parlement par le biais de la loi électorale et des alliances que de lui « arracher » ses municipalités.

C'est que les élections municipales restent encore les plus « démocratiques » du point de vue formel ; celles en tout cas qui assurent la plus large représentation d'élus : plus de cinq cent mille conseillers municipaux pour tout le pays. Celles aussi qui permettent aux électeurs, du moins dans les communes petites et moyennes — c'est moins vrai pour les grandes villes — de se déterminer sur des candidats qu'ils connaissent même s'ils ne les contrôlent guère.

Et c'est aussi à cause du caractère « démocratique » des élections municipales que les révolutionnaires se devaient d'y participer afin de se faire connaître, et de soumettre leurs positions au

jugement des électeurs. Non pas pour prétendre à une meilleure gestion. En ce domaine le P.C.F. fait en général ce qu'il peut et les résultats sont souvent fort appréciés de la population. Nous ne reprochons pas au P.C.F. de mal gérer les municipalités, nous lui reprochons de se contenter justement de les gérer, et de dénoncer l'insuffisance de l'aide étatique ou le

scandale de la T.V.A. Nous lui reprochons d'abandonner la perspective révolutionnaire au bénéfice de quelques postes de gestionnaires. Nous lui reprochons de s'installer dans une tâche de replâtrage de l'édifice bourgeois au lieu de vouloir le détruire. Nous lui reprochons d'avoir renoncé à la transformation révolutionnaire de la société au profit d'un réformisme sans issue.

La perspective révolutionnaire, nous l'avons défendue au premier tour, partout où cela nous a été possible, c'est-à-dire dans peu d'endroits. été possible, c'est-à-dire dans peu d'endroits. Mais nous savons que cette perspective est la seule qui peut conduire à l'avenir socialiste, nous avons confiance dans ces idées, ce programme et ces méthodes. Nous savons qu'entre les réformistes et les révolutionnaires l'avenir tranchera et tranchera en notre faveur. Car il n'y a d'alternative qu'entre le socialisme et la barbarie et tous les militants, tous les électeurs qui font encore confiance aux réformistes aujourd'hui ne pourront assurer le socialisme qu'en rejoignant la lutte révolutionnaire.

C'est parce que nous sommes conscients de cette communauté fondamentale d'intérêts et parce que nous sommes sûrs de notre combat que nous entendons manifester au second tour notre solidarité avec les travailleurs qui votent aujourd'hui P.C.F. Pour le 21 mars, nous demandons à tous nos lecteurs et camarades de voter pour les listes conduites de façon claire par le P.C.F. afin que ce qui nous sépare aujourd'hui ne profite pas à l'U.D.R. et à tous ceux qui tiennent l'Etat bourgeois, afin que notre programme et notre lutte soient compris et approuvés par tous ceux qui militent pour un monde meilleur.

# Pour les révolutionnaires un sondage encourageant

Lutte Ouvrière présentait des candidats dans un certain nombre de secteurs soit seule comme à Bordeaux et à Vierzon, soit avec le P.S.U. comme à Paris et dans quelques communes de la banlieue parisienne.

Par là il s'agissait, bien sûr, d'affirmer la présence du courant révolutionnaire, sans nous faire la moindre illusion, ni sur l'importance de la lutte électorale, ni sur les possibilités du résultat. Pour nous, les élections sont au mieux une manière de vérifier l'impact de nos idées auprès de la population laborieuse. Mais nous savons et nos camarades l'ont répété tout au long de cette campagne, là où ils l'ont menée, que la véritable lutte politique et sociale se mène dans les entreprises et dans la rue, pas dans les urnes.

Quant aux résultats, nous savons bien qu'ils ne traduisent finalement que l'audience gagnée par le mouvement révolutionnaire auprès des travailleurs, par le travail militant quotidien dans les usines ou les quartiers ouvriers. Et parce que les militants révolutionnaires sont encore peu nombreux et surtout parce qu'ils sont loin d'avoir fait leurs preuves auprès des travailleurs, nous savons que cette audience est encore très faible.

De ce point de vue, nous n'avions nul besoin, pour en être convaincus, de ces élections. Les résultats obtenus là où Lutte Ouvrière se présentait seule sont d'ailleurs bien significatifs de la chose : 2,7 % des suffrages exprimés à Bordeaux, 4,1 % à Vierzon. Ces chiffres en soi sont infimes.

Pourtant, au niveau où en est le mouvement révolutionnaire, ils apparaissent plutôt encourageants, aussi bizarre que cela puisse sembler à un observateur peu au fait des réalités du mouvement « gauchiste ». C'est qu'il y a à peine six mois une candidature Lutte Ou-vrière - Ligue Communiste à une élection législative partielle, à Bordeaux, justement, obtenait 0,6 % des suffrages, et qu'aux dernières élections présidentielles, Alain Krivine, présenté par la Ligue Communiste, ne totalisait guère plus de 1 %. C'est surtout qu'il n'y a pas si longtemps, la présentation de telles listes aurait été tout simplement impensable, ne serait-ce qu'à cause du faible nombre des militants révolutionnaires.

Pour ces élections municipales, la présence des révolutionnaires était encore peu importante, tant à cause des problèmes financiers que pose la présentation de candidats, qu'à cause du faible nombre des militants, d'ailleurs. Mais elle existait tout de même. Cela montre que si le chemin à parcourir pour acquérir l'audience

nécessaire parmi les travailleurs reste immense, un certain parcours tout de même a été fait.

Qu'il dépende de nous d'en faire un plus important encore dans les mois qui viennent, nous voulons en voir la preuve dans les résultats de la région parisienne. Les listes présentées par le P.S.U. et Lutte Ouvrière ont obtenu 6,35 % des suffrages exprimés à Paris (de 7 à 9 % dans la plupart des arrondissements les plus populaires : premier, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, treizième, quatorzième, dix-neuvième, vingtième), 10,7 % à Aubervilliers, fief du Parti Communiste, 7,4 % à Aulnay-sous-Bois, autre fief du Parti Communiste, 7,7 % à Rosny-sous-Bois.

Ainsi la décision du P.S.U. de se « compromettre » ouvertement avec une tendance révolutionnaire' « gauchiste », n'a pas fait peur aux électeurs qui se retrouvent en pourcentage aussi nombreux au moins à avoir porté leurs voix sur les listes « Paris aux travailleurs » que lors d'élections précédentes sur des listes purement P.S.U. et donc au caractère politique nettement plus ambigu. Ainsi une fraction très minoritaire certes, mais tout de même notable, de ces électeurs n'est nullement séduite par « l'Union de la Gauche » sans aucun principe conclue par le Parti communiste avec socialistes, radicaux ou autres démocrates sincères et lui a préféré des candidats d'extrême-gauche qui n'ont nullement caché ni leurs critiques vis-à-vis de la gauche traditionnelle, ni leur option révolutionnaire.

C'est en cela finalement que ces élections municipales nous encouragent à continuer sur la voie choisie. Non par la voie électorale bien sûr, mais celle du tramilitant révolutionnaire de chaque jour dans les entreprises, dans les quartiers, dans les banlieues ouvrières. Là, partout où il y a des travailleurs, ceux qui ont voté dimanche, mais aussi sans doute au moins aussi nombreux, ceux qui n'avaient pas le droit de mettre un bulletin dans l'urne, les jeunes et les immigrés, qui regardent aujourd'hui vers les révolutionnaires avec un certain espoir. Par eux nous pouvons, nous devons toucher tous les autres, ceux qui font encore confiance aux Marchais et Fajon quand ce n'est pas aux Guy Mollet ou Mitterrand. De notre capacité à militer parmi eux, à proposer une solution à leurs problèmes, à rejoindre par la lutte ceux qui ont envie de combattre, dépend l'avenir du mouvement révolutionnaire.

Le sondage d'opinion de dimanche nous montre que ce ne sont pas les travailleurs qui manquent à l'appel. Aux militants révolutionnaires, aux « gauchistes » de répondre aussi présents.

#### sommaire

#### EN FRANCE

#### Leur nouvelle société

Page 5

Les revenants de « l'Ordre Nouveau » et les « bons apôtres » de la Nouvelle Société.

- Face au fascisme : guerre ou guéguerre.

Page 6

Mathématiques modernes : réforme ou

L'affaire Thévenin : la justice et la police restent une grande famille.

Page 7

Clermont : plus de vingt enfants morts à cause du scandale des hôpitaux.

Page 9

Les accords d'Evian : un compromis qui préservait les intérêts des trusts pétroliers en Algérie.

Page 15

- Le problème de la faim. - L'église « New-Look ».

- Enquêtes sur les bonnes œuvres de

l'Eglise ou charité bien ordonnée.. C.E.G.-Crémieu (Isère) : chef-d'œuvre en péril.

- Tours : le ghetto des Sables.

Page 24

Mourir à 17 ans à La Courneuve.

Rouen : un crime de plus des assassins qui nous gouvernent.

Quand Marcellin se préoccupe de la santé morale de la jeunesse.

#### Dans les entreprises

- Vierzon : grève à l'UNELEC.

Page 16

Echos des entreprises.

Renault-Billancourt : le racisme des chefs.

Aux Assurances Générales de France (Paris) : élus de justesse.

Nouvelles Galeries (Lille) : chômage, insécurité de l'emploi... bénéfice net pour les patrons.

Rateau (La Courneuve) : Direction et Syndicats ensemble pour calmer les travailleurs.

Luchaire (Bourges) : grève illimitée.

- Elf-Re (Paris) : menaces de licenciements massifs.

#### Mouvement révolutionnaire

Page 4

Quand les gauchistes réclament que l'Etat bourgeois se dissolve.

A propos de la scission au sein de la

Ligue Communiste.

Dans le box des accusés, les 19 révolutionnaires tchécoslovaques accusent le stalinisme.

Pages 12 et 13

Le 18 mars 1871, le prolétariat parisien s'élançait à l'assaut du ciel.

- Revue de la presse d'Extrême-Gauche.

#### DANS LE MONDE

VIETNAM

Page 8 - La visite de Chou En Lai.

U.S.A. Page 8

- La défaite de Cassius Clay servira, peutêtre, à faire tomber une illusion.

- Après l'occupation du Soviet Suprême par trente Juifs.

MOYEN-ORIENT

Page 10 - Le sort de la Cisjordanie en question. Page 11

- La fin du cessez-le-feu n'est pas la

POLOGNE

Page 10

Une loi contre les travailleurs.

- Un meurtre qui ne profite qu'aux exploi-

Page 10

Quand l'armée « garde » la République.

#### DIVERS

Pages 20 et 21

Feuilleton.

- Cinéma : Max et les ferrailleurs.

Page 23

- Livres : Paris Libre 1871, de J. Rougerie.

# Quand les gauchistes réclament que l'État bourgeois se dissolve

ISSOLUTION des brigades spéciales d'intervention » : ce mot d'ordre figure en bonne place dans nombre de tracts gauchistes où dans les manifestations qui, ces jours derniers, se sont déroulées contre la répression. On le retrouve même dans le dépliant édité par la liste « Paris aux travailleurs » soutenue par notre tendance et le P.S.U.

Y aurait-il donc deux polices, la mauvaise : les brigades spéciales, et l'autre ? Ainsi, par leur attitude, les gauchistes contribuent à perpétuer l'équivoque cultivée savamment par les réformistes de tout poil, qui réclament de leurs vœux une police « républicaine » « démocratique » comme s'il suffisait d'affubler d'un adjectif les bandes armées de l'Etat bourgeois pour en changer le caractère. Il suffit pour illustrer l'aspect fallacieux d'une telle attitude de rappeler que les sociaux-démocrates et les staliniens portèrent sur les fonts baptismaux les fameuses C.R.S. en 1945. Or, chacun sait que ces trois lettres constituent l'abréviation de Compagnies Républicaines de Sécurité. Voilà qui a satisfait à fort bon compte la gauche à la recherche d'une police « au service de la nation ».

Les révolutionnaires ne peuvent poser le problème de la police ou des polices indépendamment de la nature de classe de l'Etat, en ignorant ou en passant sous silence la fonction de ces « bandes armées » selon la célèbre formule d'Engels.

Or, réclamer la dissolution de tel corps spécialisé de l'appareil de répression, en l'opposant à l'ensemble de cet appareil re-



Les bandes de « mauvais flics » dissoutes par l'Etat bourgeois, il n'aurait plus qu'a puiser dans les « bons » pour se redonner d'autres corps de répression spécialisés.

lève de la candeur politique la plus extrême, quand il ne s'agit pas tout simplement de duplicité, comme dans le cas des réformistes. L'équivoque est d'ailleurs accentuée par le fait que l'on réclame « la dissolution » de ces brigades sans autres précisions. Qui dissoudra : l'Etat ? Le croire, c'est faire preuve de la plus profonde cécité politique. Le faire croire, c'est contribuer à répandre les plus dangereuses illusions. Ainsi donc l'Etat bourgeois accepterait de se dissoudre lui-même, en dissolvant l'une de ses parties? Aucun révolutionnaire ne peut sérieusement soutenir un instant pareille opinion. Certes, il pourrait supprimer les fameuses brigades d'intervention, si celles-ci avaient une existence officielle, il pourrait aussi faire droit aux revendications de certains syndicats de la police qui réclament que la police ne

soit plus utilisée à des tâches de maintien de l'ordre. Il fera alors tout simplement faire la besogne par d'autres, qui existent déjà, ou qu'il créerait pour la circonstance.

Si nous discutons dans nos colonnes de la formulation d'un mot d'ordre, ce n'est pas que nous ayons le goût prononcé pour les discussions académiques. Mais le problème que nous soulevons est loin d'être formel. Le rôle des révolutionnaires consiste, dans leurs interventions, à faire prendre conscience aux travailleurs des mécanismes de la domination capitaliste. Et réclamer sous une forme générale, c'est-à-dire en fin de compte au pouvoir, de supprimer une partie de ses forces de répression, parce que cette partie là est mauvaise, contribue plus à obscurcir cette conscience qu'à l'éclairer

J.P. VALI.



### A propos de

#### la scission au sein

#### de la Ligue Communiste

Cortège de la Ligue, le 1er mai 1970. On trouve toujours plus « guevariste » que soi.

(Photo L.O.)

#### COMMUNIQUE DU G.R.A.C.

Nous avons filmé Richard à l'Hôpital, le film a été projeté (19 fois) à la mutualité le 24 février, 2.500 personnes ont dû le voir. Comme le dit Richard « Nous avons des milliers d'yeux pour voir » alors nous allons activer pour que des copies circulent et que beaucoup d'autres camarades et amis le voient et l'entendent. Cette action s'insère dans le cadre d'un film de longue durée que nous tournons en ce moment sur la répression policière et judiciaire, les prisonniers politiques et les jeunes droits communs.

Groupe Révolutionnaire d'Action Ci-

(Nous écrire : G.R.A.C. Librairie la Commune - 28, rue Geoffroy-St-Hilaire, Paris-5\*.)

A tendance de la Ligue Communiste qui vient de quitter cette organisation a annoncé son intention de constituer un nouveau groupe révolutionnaire.

Les partants, concentrés surtout dans la Région parisienne, revendiquent 300 des 1.200 adhérents revendiqués par la Ligue dans cette région. Il faudra cependant attendre l'activité future de la nouvelle organisation pour se faire une idée de la répartition des forces réellement militantes.

Ce qui semble certain, c'est que c'est l'aile la plus influencée par le spontanéisme, se réclamant le plus ouvertement des idées tiers-mondistes, qui a quitté la Ligue Communiste.

Par delà les raisons immédiates et les circonstances précises sur lesquelles les versions des protagonistes ne concordent pas, la scission en elle-même était inscrite dans l'évolution de la Ligue depuis sa fondation, ou plus exactement dès avant sa fondation.

Les « Cercles Rouges », héritiers politiques de la J.C.R. dissoute par Marcellin au lendemain de mai 68, dont est issue

la Ligue Communiste, regroupaient sur une base floue des militants se réclamant du Secrétariat Unifié de la IV Internationale, d'anciens membres de l'U.E.C. plus ou moins « guévaristes », des jeunes venus à la politique en 68 dans le sillage du « mouvement du 22 mars » et fortement spontanéistes. Tant l'ex-J.C.R. que les Cercles Rouges avaient été des regroupements hétérogènes de courants divers, aux limites politiques mal définies, et surtout, sans que leur coexistence au sein d'une même organisation ait eu pour fondement un accord politique clair et précis.

C'est seulement au moment de la fondation de la Ligue Communiste que le courant a éprouvé le besoin de se donner une référence claire à la Quatrième Internationale. L'opposition à l'adhésion à la IV Internationale avait été au demeurant un des principaux points sur lesquels s'était cristallisée la tendance minoritaire qui vient de quitter la Ligue.

Cette référence plus précise à une tendance politique se réclamant du trotskysme ne dissipait d'ailleurs pas ce qu'il y avait d'équivoque — voire de franche démission — dans la politique de la Ligue à l'égard des idées tiers-mondistes ou dans son attitude à l'égard de la pression spontanéiste des milieux étudiants gauchistes. De telles équivoques masquent bien des divergences et en ce sens, permettent peut-être une certaine forme de coexistence au sein d'une même organisation; elles ne peuvent en aucun cas en cimenter l'unité.

Quoi qu'il en soit, cette scission montre à quel point l'attitude de la Ligue au lendemain de mai 68 — attitude qu'elle-même avait qualifiée de « triomphaliste » — était illusoire. La Ligue Communiste, pas plus qu'aucune autre organisation révolutionnaire ne pouvait avoir la prétention de regrouper en son sein ou autour d'elle tous les courants « gauchistes ». Aucune des organisations révolutionnaires n'a, elle toute seule, ni le crédit politique, ni le poids organisationnel.

Faute de ce crédit politique, faute de ce poids organisationnel, apparaît vaine non seulement la prétention manifestée en 1968 de regrouper autour de soi les militants d'autres courants, mais même, comme le prouve aujourd'hui la scission, de garder d'une façon durable une tendance minoritaire cristallisée en son propre sein.

Georges KALDY

LUTTE OUVRIERE

# LES REVENANTS DE "L'ORDRE NOUVEAU" ET LES BONS APOTRES DE LA "NOUVELLE SOCIETE"

E droit de se réunir dans une salle pour y exprimer ce que l'on veut est le droit de tout le monde dans un pays libre... ». C'est en ces termes que le quotidien gaulliste La

Nation justifiait la semaine dernière la protection accordée par la police parisienne aux fascistes d'Ordre Nouveau, afin qu'ils puissent tenir leur meeting. C'est le même point de vue que Léo Ha-

mon, « gaulliste de gauche » s'il vous plait, et porte-parole officiel du gouvernément, avait développé mercredi midi, à l'issue du Conseil des ministres.

Si l'on en croyait les hommes du Pouvoir, le gouvernement et sa police n'auraient fait, mardi dernier, que remplir leur devoir : assurer à tous les citoyens, sans distinction d'opinions, le libre exercice de leurs droits démocratiques. Les C.R.S. ne seraient pas ce que vous croyez. Sous les heaumes à visières de plexiglas, se cacheraient de preux chevaliers, champions de toutes les libertés.

Nous pourrions peut-être prendre au sérieux le rédacteur de La Nation ou M. Hamon, si le gouvernement avait toujours mis en avant les mêmes grands principes, s'il avait toujours défendu la liberté d'expression de quiconque. Mais poser la question, c'est déjà y répondre. Les bons sentiments du pouvoir sont à sens unique.

Le fasciste François Brigneau, l'un des leaders d'Ordre Nouveau, peut impunément, dans Minute, l'hebdomadaire dont il est le rédacteur en chef, inciter à longueur de colonnes à la haine raciale contre les travailleurs immigrés. C'est La Cause du Peuple que l'on poursuit. C'est Hara-Kiri Hebdo que l'on interdit à l'affichage.

Les dirigeants du M.S.I. italien, les nostalgiques du régime mussolinien peuvent venir plastronner à la tribune du Palais des Sports. Le gouvernement protège leur « liberté d'expression ». Mais ce même gouvernement, ou son prédécesseur, ce qui est tout un, n'a pas hésité, au lendemain de Mai 68, à expulser des dizaines de travailleurs immigrés, de la manière la plus arbitraire qui soit, comme il avait expulsé Cohn-Bendit, comme il interdit à un certain nombre de militants révolutionnaires étrangers (Ernest Mandel, Tarik Ali), et à des leaders du mouvement noir américain (en particulier la femme d'Eldridge Cleaver) de mettre les pieds en France.

Et ce même gouvernement qui s'abrite aujourd'hui derrière la défense de la liberté d'expression n'a jamais hésité à interdire quand cela lui chantait meetings et réunions sous le prétexte qu'ils risquaient de troubler « l'ordre public ».

Sans même parler des innombrables meetings politiques (celui de la « Campagne armée » organisé par la Ligue Communiste et le P.S.U. l'an dernier, celui de La Cause du Peuple qui précéda la dissolution de la Gauche Prolétarienne, etc.) interdits sans autre forme de procès, le Pouvoir n'a jamais hésité à s'en prendre aux libertés d'expression les plus élémentaires sous ce fallacieux prétexte.

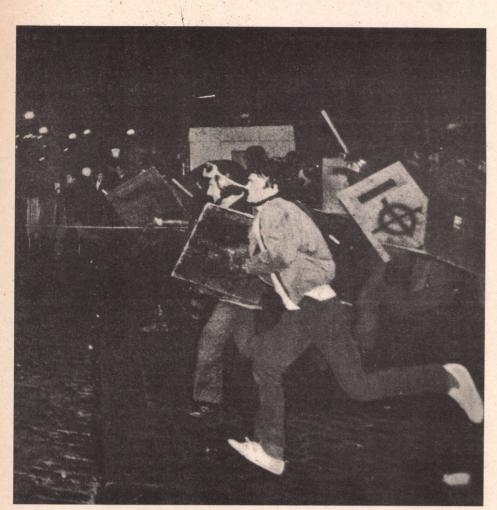
Parce que cela risquait de troubler quelques bigots, le film de Jacques Rivette, « La Religieuse », fut interdit pendant des mois. Parce qu'il risquait de choquer quelques nostalgiques de l'Algérie française, le film de Pontecorvo, « La Bataille d'Alger », attendit lui aussi pendant des mois son visa de censure. Quant au film de Stanley Kubrick, « Les sentiers de la gloire », qui risquent de perturber quelques galonnés, il a toujours été interdit en France.

Il y a quelques semaines, dans une lettre au Monde, un commissaire de police de Rouen se justifiait d'avoir fait charger par ses troupes une manifestation pacifique du Secours Rouge, parce que la présence d'un drapeau noir « choquait » quelques passants.

Mais quand les nostalgiques de « l'Ordre Nouveau » se rassemblent pour crier « Hitler avait raison » (il ne crient peutêtre pas « mort aux juifs », mais c'est ce que cela signifie), quand ils affichent leur volonté d'imposer à ce pays un régime calqué sur celui des colonels grecs, quand ils paradent bras levé à l'image de leurs tristes prédécesseurs fascistes, nazis ou phalangistes, alors non, nos gouvernants ne pensent pas qu'il y ait là de quoi choquer un certain nombre de gens, tous ceux qui ont vu les leurs, « politiques » ou juifs, disparaître dans les camps de la mort, ou tout simplement tous ceux qui n'ont pas oublié l'histoire des dernières décennies. Alors non, là nos gouvernants ne pensent qu'à défendre la « liberté d'expression » de ces gens-là.

Le gouvernement n'était pas neutre, mardi soir. Et sa police non plus, dont on voudrait nous faire croire que son seul rôle était d'empêcher les affrontements ce pour empêcher ces affrontements que la police a laissé les nervis d'Ordre Nouveau décharger dès le matin, dans le Palais des Sports, tout un arsenal, sous prétexte qu'elle « n'avait pas d'ordres » ? Est-ce pour empêcher des affrontements que la police a laissé sans sourciller les matraqueurs d'Ordre Nouveau assommer à coups de pieds et de barres de bois. sous ses yeux, à portée de main, comme le racontait le lendemain un journaliste du Monde, des contre-manifestants ?

Le rédacteur en chef de La Nation, MM. Léo Hamon et Marcellin, peuvent garder leurs boniments. Leur Pouvoir, leur police, tous les chantres de la « nouvelle société », sont complices des revenants d'Ordre Nouveau. Parce que, même s'ils défendent une politique différente, leur «ordre» et leur « société » sont fondamentalement le même : celui des profiteurs, des patrons et des banques.



... avec la complicité du gouvernement.

(Photo U.P.I.)

### Face au fascisme La guerre ou la gué-guerre?

ES gauchistes qui se sont lancés mardi soir à l'assaut du Palais des Sports, ou plutôt de la police qui le protégeait, avaient pour ambition d'écraser le fascisme dans l'œuf. Et s'il était vrai qu'un mouvement fasciste de quelque importance était en train de naître dans ce pays — ce dont on peut douter — le mouvement révolutionnaire et le mouvement ouvrier tout entier se devraient de le combattre et de le briser sans attendre qu'il grandisse, s'implante et acquierre droit de cité. Et ce par tous les moyens. Ce n'est pas par des discours que nous convaincrons ceux qui ont pour idéal Hitler, Franco ou les colonels grecs, qui rêvent d'un régime de camps de concentration et de dictature, qui brûlent de se constituer en bandes armées pour s'attaquer aux militants ouvriers, aux formations de gauche ou tout simplement à tout ce qui peut avoir une allure démocratique. Seule la crainte peut les faire reculer. Seule la crainte peut les arrêter. Eux, dont la seule idéologie est justement le culte de la force brutale et la seule politique d'annihiler leurs adversaires par la terreur.

Mais si nous sommes bien persuadés que face à la racaille fasciste, il nous faudra employer la matraque (et même sans doute bien d'autres armes), il devrait bien être évident aussi qu'il ne suffit pas d'empoigner celle-ci pour mener une lutte antifasciste efficace. Le général qui ne serait pas persuadé qu'il lui faudra livrer bataille pour vaincre serait un lâche ou un crétin. Celui qui livrerait bataille dans n'importe quelle condition ne serait sans doute pas un lâche mais à coup sûr un perdant.

En décidant d'interdire le meeting d'Ordre Nouveau, les gauchistes acceptaient de faire une énorme publicité à une organisation qui, sans leur intervention, serait toujours parfaitement inconnue de l'immense majorité des Français. En ne réussissant pas à l'interdire vraiment, ils ont transformé ce qui fut en fait une réunion minable qui prouvait la faiblesse de l'extrême-droite fasciste

en une sorte de succès politique pour

elle.

Certes, l'action des gauchistes a permis de révéler à toute la France qu'il y avait des gens qui rêvent d'installer ici un régime à la grecque, qui tentent de s'organiser pour cela. Certes, elle a montré comment le cœur de la police va à l'extrême-droite. Certes, même, elle a sans doute réduit (mais dans quelle proportion exacte?) l'assistance du Palais des Sports.

Mais qu'importe aux yeux d'Ordre Nouveau de n'avoir été que 2.000 au Palais des Sports (en reprenant les estimations les plus favorables pour eux) si leur meeting a eu un retentissement bien plus grand que s'ils l'avaient tenu à 4.000 dans l'indifférence générale! Que leur importe que l'opinion publique

Mais qu'importe aux yeux d'Ordre Nouveau de n'avoir été que 2.000 au Palais des Sports (en reprenant les estimations les plus favorables pour eux) si leur meeting a eu un retentissement bien plus grand que s'ils l'avaient tenu à 4.000 dans l'indifférence générale! Que leur importe que l'opinion publique s'émeuve de leurs saluts à l'hitlérienne et de leurs références au nazisme, ils ne s'en cachent pas, c'est même sur ce terrain qu'ils entendent recruter! Que leur importe surtout que la collusion avec la police ait été étalée au grand jour, c'est au contraire un atout supplémentaire dans le jeu qu'ils jouent aujourd'hui! Car il ne faut pas hurler au fascisme pour oublier dans le même temps ce qu'est le fascisme. Ni Hitler ni Mussolini n'ont constitué leur bandes terroristes en cherchant à plaire à l'enjuion déservers

dans le jeu qu'ils jouent aujourd'hui!
Car il ne faut pas hurler au fascisme
pour oublier dans le même temps ce
qu'est le fascisme. Ni Hitler ni Mussolini n'ont constitué leur bandes terroristes en cherchant à plaire à l'opinion démocratique. Ils ont recruté en offrant à
la racaille d'extrême-droite, aux petits
bourgeois déclassés et abrutis par leurs
préjugés, aux lumpens de toute sorte, la
possibilité de s'attaquer à ceux 'qu'ils
considèrent comme leurs ennemis et la
cause de tous leurs maux : les communistes, les ouvriers, la gauche, les démocrates. Et ils ont recruté d'autant plus
vite que cela semblait pouvoir se faire
impunément.

Ordre Nouveau a exactement le même projet aujourd'hui. Pour recruter et grandir, il ne doit pas offrir un visage avenant à l'opinion publique démocratique dont il n'a que faire. Il doit donner à toute l'extrême-droite le sentiment qu'avec lui c'est enfin la possibilité de s'attaquer aux « Rouges ». De ce point de vue, en tenant son meeting malgré la manifestation gauchiste. c'est à-dire contre elle, c'est un succès pour lui qui lui apporte un prestige bien plus considérable auprès du public qu'il veut toucher que s'il avait réuni sans histoire, 10.000 personnes comme il le prétendait. En le faisant sans mal pour ses militants, avec la protection de la police, il semble leur offrir de plus l'impunité. Que pouvait-il demander de plus? Nous ne savons pas si les troupes d'un éventuel parti fasciste existent potentiellement dans ce pays à l'heure actuelle. Mais ce dont nous pouvons être sûrs, c'est que si cela est à un degré quelconque, l'affaire du Palais des Sports ne les a pas éloignés d'Ordre Nouveau mais rapprochés.

Le fascisme, quand il existe, est un

Le fascisme, quand il existe, est un danger sérieux pour le mouvement ouvrier et révolutionnaire, le pire qui soit même. C'est pour cela que la lutte antifasciste doit être menée sérieusement, ni à l'esbrouffe ni comme un simple moyen de publicité.

Aujourd'hui, le fascisme dans ce pays n'existe pratiquement pas. A l'exception de quelques facultés, en aucun endroit Ordre Nouveau n'ose s'attaquer aux militants de gauche encore moins aux militants ouvriers. Dans la rue, il n'ose pratiquement pas apparaître. C'est ce qui explique qu'actuellement si la classe ouvrière admet la nécessité de lutter contre le fascisme quand il se montre—les réactions après le Palais des Sports le prouvent—elle ne ressent nul besoin de participer à cette lutte ellemême.

Mener une lutte antifasciste conséquente, ce n'est pas empêcher les Brigneau et autres Duprat de débiter leurs âneries et leurs inepties devant les quelques rangées d'abrutis qu'ils arrivent à réunir, c'est imposer que leurs fidèles n'osent toujours pas toucher un cheveu d'un militant de gauche, où que ce soit.

Mais cela signifie qu'il faut être convaincus de la nécessité face au fascisme de faire la guerre, non la gué-guerre.

François DUBURG.

#### MATHEMATIQUES MODERNES:

# Réforme ou réaction

L y a deux ans, dans le cadre de la réforme de l'enseignement, était lancé un vaste programme de rénovation des mathématiques : il s'agissait d'introduire progressivement les mathématiques dites modernes qui datent en fait... du siècle dernier.

Et bien, il se trouve encore des gens, à l'Education Nationale, pour trouver que cela va trop vite. Ainsi, sous des pressions diverses, le ministre Guichard a dû retarder la publication des nouveaux programmes de quatrième et de troisième. Et, s'il les a finalement approuvés, c'est qu'il n'est plus temps de faire machine arrière, les « mathématiques modernes » étant dé-

Evariste Galois (1811-1832)...

jà enseignées en sixième, en cinquième, et dans les classes au-delà de la seconde.

Mais il serait question de supprimer purement et simplement les mathématiques « modernes » dans les classes de cycle court, celles qui préparent les ouvriers les moins qualifiés de demain.

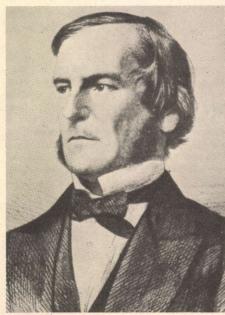
Il est vrai que depuis le début il y a des réticences devant les mathématiques modernes, tant de la part des parents, ceux du moins qui ont le temps de s'intéresser aux études de leurs enfants, et qui « n'y comprennent rien », que de celle d'anciens professeurs.

Pourtant les premières constatations sont encourageantes : plus grandes facilités, plus grand intérêt de la part des enfants.

Autrefois l'enseignement des mathématiques classiques pouvait se découper et se limiter pour ceux qui quittaient l'école avec le certificat, à la connaissance des problèmes de robinets, de trains qui se croisent ou se rattrapent (!), aux quatre opérations et parfois aux règles de trois.

A la différence de l'ancien temps, le programme de mathématiques modernes n'est pas conçu pour un petit nombre d'années : pour être efficace, il faudrait que tous ceux qui ont commencé puissent continuer même après la troisième.

Cela explique certaines réticences : certains pensent, non sans raison, que les enfants ne savent plus calculer, mais les multiplications compliquées, si bien faites à la machine actuellement, ne sont pas un signe de connaissances mathématiques.



... et George Boole (1815-1864) : les mathématiques « modernes » existent depuis le XIX° siècle.

En fait le problème est ailleurs. Indépendamment de la valeur éducative et formatrice des maths modernes que certains contestent, il faudrait, pour les expliquer, recycler un certain nombre de professeurs, et leur faire des cours de pédagogie sur l'art et la manière d'enseigner les maths modernes.

Et si le gouvernement a créé quelques Instituts de Recherche sur l'Enseignement des Mathématiques, c'est en nombre nettement insuffisant, et, de plus, les enseignants qui veulent s'y recycler doivent le faire en dehors de leur temps de service, en plus des tâches administratives ou soi-disant pédagogiques qu'on leur impose de plus en plus.

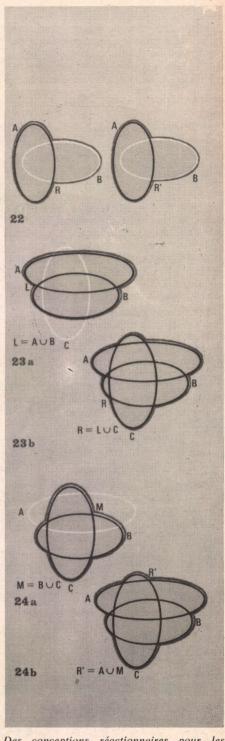
Mais là encore, plutôt que de débloquer des crédits, le gouvernement a préféré compter sur la bonne volonté des enseignants, et si cela ne posait pas trop de problèmes pour les petites classes, sixième ou cinquième, cela s'avère illusoire quand les choses se compliquent.

Bien sûr, Guichard vient de décider d'accorder aux enseignants de mathématiques en quatrième, une décharge d'une heure hebdomadaire. Mais tous les enseignants savent que ces décharges « théoriques » ne se traduisent que rarement par des décharges réelles. D'autre part, pour des raisons d'économie, l'horaire de mathématiques en quatrième et troisième a été réduit d'une heure cette année. Guichard n'a pas encore précise s'il entendait revenir là-dessus.

Ainsi, comme pour la prolongation de la scolarité à 16 ans, comme pour la « technologie » des classes de quatrième et troisième, où il manque des professeurs, le gouvernement se montre égal à lui-même : des promesses à courte vue, aucun crédit, puis renoncement plus ou moins déguisé à ce qui avait été prévu.

Sans oublier l'esprit réactionnaire de ceux qui nous gouvernent, car il n'y a pas qu'en mathématiques que l'on cherche à revenir sur certaines nouveautés. Il est tout de même à souhaiter que l'on n'aille pas jusqu'à la bêtise des colonels grecs, qui avaient classé comme « subversives », outre la musique de Théodorakis,... les mathématiques modernes!

Jean DUGAY



Des conceptions réactionnaires pour les colonels grecs et inutiles pour Guichard?

(Photo L.O.)

### L'affaire Thévenin :

# La justice et la police restent une grande famille

E 26 février, la Cour d'appel de Chambéry a prononcé à nouveau un non-lieu dans l'affaire J.-P. Thévenin

J.-P. Thévenin est ce jeune homme de vingt-quatre ans qui trouva la mort dans le commissariat de Chambéry la nuit du 15 au 16 décembre 1968. Aux dires des policiers, il avait engagé la tête dans une lucarne de sa cellule, et, incapable de se dégager, il serait mort.

Mais la famille de s'est pas satisfaite de l'explication officielle. Elle a porté plainte et elle n'a jamais accepté le premier non-lieu prononcé le 12 mars 69, ni le second du 20 janvier 1971. De même, à la suite du récent non-lieu la famille de Thévenin a formé un pourvoi en cassation.



Officiellement Thévenin s'est suicidé dans sa cellule... (Photo U.P.I.)

On comprend son insistance. Les causes de la mort de leur fils, tout comme les circonstances dans lesquelles se déroule l'enquête sont trop suspectes.

La fameuse lucarne est située à 2,14 m du sol et ne fait pas plus de 16 cm de hauteur. Il aurait fallu que le jeune homme se hisse jusque-là et puisse passer la tête! Sans compter qu'il aurait fallu qu'il en ait l'idée. C'est difficile à imaginer.

Et puis durant l'enquête les faits ne cessent d'être troublants. Dès le début, la police a lancé l'idée que le jeune était ivre. Il s'est avéré que c'était son camarade. Un premier médecin-légiste avait même vu dans une intoxication alcoolique aiguë la cause directe du décès. Cela aussi fut démenti par la deuxième expertise médicale. Mais une troisième expertise fut alors consentie en septembre 70, et à partir de ce moment-là la partie civile s'est vue refuser une nouvelle expertise ainsi qu'une reconstitution en sa présence. Il y a des choses que l'on préfère ne pas laisser constater. Le magistrat ne s'est même pas embarrassé d'arguments: pour lui une reconstitution ne contribuerait absolument pas à la manifestation de la vérité.

Quant aux policiers, il n'est plus question de les entendre : la quasi-totalité des policiers présents ont été mutés. Même les locaux ont été repeints, effaçant ainsi toute trace, s'il y en avait eu.

Michel PARENT.

# Plus de vingt enfants morts à cause du scandale des hôpitaux

ANS un précédent numéro (cf Lutte Ouvrière n° 130), nous faisions état d'une épidémie qui s'était déclarée dans deux services de pédiatrie de l'Hôtel-Dieu.

La cause de cette épidémie : la surcharge de services où l'on empile les enfants à cinq dans des boxes prévus pour trois, où l'on en met parfois deux par lit, et où la moindre épidémie trouve ainsi des conditions matérielles très favorables à sa propagation. Depuis le mois de décembre plus de 20 enfants sont morts, et aujourd'hui 5 enfants sont encore entre la vie et la mort, parce que les mesures efficaces de prévention n'ont pas été prises, ou quand elles l'ont été, sont demeurées très insuffisantes.

En fait, ces mesures sont plus qu'insuffisantes, car on n'a fait que déplacer les problèmes :

Les enfants contaminés par le bacille sont toujours au contact des autres dans le service Tixier, et si à Saint-Jean on a séparé les enfants contagieux des autres, à quoi cela peut-il servir puisqu'il n'existe de W.C. que du côté réservé aux contagieux ? Les locaux sont toujours aussi exigus : à Saint-Jean, on a installé un lit dans la salle de bain!

 Le personnel roulant existe toujours.
 Enfin, on continue à laisser sortir les enfants, qui peuvent très bien être porteurs du microbe à l'extérieur.

VOILA COMMENT EST GARANTIE LA SECURITE DES MALADES A L'HOPITAL DE CLERMONT-FERRAND!

#### Le mur du silence

Dès le début, un véritable mur de silence fut fait autour de cette épidémie par l'Administration, qui se refuse à reconnaître la vérité, invoquant même le « secret professionnel » pour exiger du personnel hospitalier qu'il n'ébruite pas cette lamentable affaire.

Sous prétexte de ne pas « alarmer la population », l'Administration prenait ainsi délibérément le risque d'hospitaliser dans des locaux où régnait la contagion des enfants certes malades, mais dont la vie n'était pas menacée. Tout, plutôt que de reconnaître le scandale.

Devant cet état de fait, les camarades de notre tendance décidèrent de réagir. Une campagne fut engagée par tracts et voie d'affiches pour dénoncer la négligence de la Direction de l'hôpital et ses responsabilités.

Mais les affiches en ville furent systématiquement lacérées (on verra même le directeur de l'hôpital St-Jacques en personne déchirer soigneusement les affiches!). La Montagne (le journal local) refusa le communiqué qui lui fut porté. La presse parisienne, et en particulier Le Monde, fut également avertie à plusieurs reprises. Mais personne ne donna le moindre écho à ces communiqués, jusqu'à ce que tout le monde fasse semblant de découvrir inopinément les faits à la fin de la semaine dernière.

#### Des mesures scandaleusement insuffisantes

Cependant la dénonciation du scandale avait au moins obligé l'hôpital à prendre les premières mesures. En effet, le service Hacquart fut déménagé et les enfants installés à St-Jean-St-Marie. La contagion fut enfin reconnue puisqu'on put lire sur la porte de ce service : « visite limitée pour cause de contagion ». Enfin, on commença à hospitaliser des enfants dans les villes alentour.

#### Le maire tente de se justifier

Une lettre ouverte fut alors adressée à M. Montpied (socialiste), sénateur-maire de la ville et président de la Commission Administrative des Hôpitaux. Celui-ci devait répondre par l'intermédiaire du journal La Montagne : c'était la première prise de position publique des autorités.

Sur un ton où pointait la gêne, M. Montpied répondait aux « rumeurs » qui circulent et à certaines « interventions alarmistes » : « le nombre de décès en rapport avec l'hospitalisme infectieux s'explique par la greffe du bacille incriminé sur des maladies antérieures. Tout en déplorant cette morbidité, ils (l'Administration et les médecins pédiatres) notent qu'elle existe dans tous les établissements hospitaliers. »

#### La population clermontoise a le droit de savoir

C'est très « médical » tout cela. Si les enfants sont morts, c'est parce que, déjà malades, ils ont été contaminés par un colibacille particulièrement pathogène Sans doute. Mais pourquoi ont-ils été contaminés ? Quand on hospitalise des enfants malades, c'est pour les soigner, non pour les exposer à la contagion. Mais le but de tout ce verbiage est clair : on ne se justifie même pas, on essaie seulement

de prouver au bon peuple que ces problèmes-là, ça ne le regarde pas, qu'il n'y connaît pas grand'chose.

Et c'est bien cela qui est en cause. La population a le DROIT DE SAVOIR ce qui se passe dans les hôpitaux, dans quelles conditions de sécurité elle y est soignée.

Cela, les pouvoirs publics le cachent : le scandale reste à dénoncer.

(Correspondant L.O.)

#### VIERZON :

# GREVE A L'UNELEC



(Photo L.O.)

E climat était chaud depuis plusieurs semaines (voir L.O. nº 132). C'est le mardi 9 mars que la colère va éclater devant le rejet du Cahier de revendications par la direction et après plusieurs débrayages. En effet, dans la soirée, l'ensemble du personnel décidait de se mettre en grève illimitée et d'occuper l'entreprise. Les militants du P.C.F. qui, jusqu'ici, avaient décidé de freiner au maximum le mouvement, adoptèrent devant la combativité des ouvriers une autre tactique : la « non-politisation » de la grève. En vertu de cette tactique, on s'efforça d'écarter systématiquement les gauchistes, on refusa même... d'élire un comité de grève!

Par contre, cela n'empêcha pas le maire et l'adjoint de venir jusqu'à l'usine expliquer qu'il fallait faire attention aux provocations en ces périodes électorales mais qu'ils étaient de tout cœur avec les ouvriers en lutte. Depuis sont venus également les divers secrétaires de la C.G.T. (tous militants P.C.F.) qui ont expliqué que le mouvement était purement revendicatif et qu'il ne fallait surtout pas trop l'étendre.

Mais les travailleurs de l'UNELEC ne comptent que sur leur propre lutte pour satisfaire leurs revendications. Et ils ne sont pas prêts à y renoncer sous de fallacieux prétextes électoralistes.

Correspondant L.O.

#### AULNAY (Idéal-Standard) :

# Menace de licenciement d'un candidat

Vendredi 12, la direction a voulu licencier un électricien P3 embauché depuis peu à l'usine. Officiellement, on n'aurait soit-disant plus besoin de lui, alors que la direction cherche des électriciens de manière pressante.

En fait, ce que la direction reproche à cet ouvrier, c'est d'être sur la liste : « la commune aux travailleurs » à Aul-

La réaction a été immédiate du côté syndical. D'autant que ce travailleur est syndiqué C.F.D.T. Les quatre syndicats C.F.D.T., C.G.T., C.G.C. et F.O. unis et unantmes sont allés chez le directeur

exiger la réintégration immédiate de ce camarade. Surpris de cette unité, le directeur a fait un pas en arrière, il a accepté de le réintégrer, mais « seulement jusqu'à ce qu'il ait retrouvé une place ailleurs ».

La bataille reste à mener maintenant pour la réintégration définitive et sans conditions.

En tous les cas, il est encourageant d'avoir vu les syndicats offrir un front uni, malgré leurs désaccords, face à la direction qui tente d'instaurer son arbitraire. C'est là la voie qui ne peut qu'être profitable à tous les travailleurs.

leudi 1er avril

GRANDE SALLE DE LA MUTUALITÉ A PARIS

La Police et la Société

MEETING PUBLIC
DE LUTTE OUVRIERE

Participation aux frais 2 F

# Du box des accusés les 19 révolutionnaires tchécoslovaques accusent le stalinisme



Petr Uhl.

E déroulement du procès des 19 militants révolutionnaires tchécoslovaques du P.R.S.T., s'il illustre les méthodes pour le moins curieuses de ce qu'il faut bien appeler, faute de disposer d'autres mots : « la justice » de ce pays, ne nous surprend pas. Car malheureusement le spectacle n'est pas nouveau. Depuis les sinistres réquisitoires de Vichinsky, le tristement célèbre procureur des procès de Moscou, jusqu'aux procès qui, dans les années 50 virent des bureaucrates naguère accusateurs tout à coup au banc des accusés, ne comprenant rien à ce qui leur arrivait, les staliniens ont eu maintes occasions de nous montrer ce qu'ils entendaient quand ils parlaient de

Les juges tchèques de 1971 ne brillent sans doute pas par leur originalité, mais reconnaissons qu'à l'école du stalinisme, ils sont des élèves sérieux et appliqués. Cette fois encore, tout y est. Faux-témoins, provocation, chantage, procès d'intention. Ainsi, on apprend que les « aveux » de l'une des accusées ont été extorqués contre une promesse de mise en liberté. La

même promesse lui avait d'ailleurs été faite si elle arrivait à convaincre son fiancé, que la police ne trouvait pas, de se livrer. Ce dernier accepta de se rendre, mais la jeune femme ne fut pas relâchée pour autant. Quant au procureur, il ne prend même pas la peine — à quoi bon — de cacher les ficelles. Ainsi, à la suite de l'autocritique de l'un des accusés, qui s'aplatissait devant le régime et chargeait à fond ses co-inculpés, il n'hésita pas à réclamer pour ce prévenu docile, la mise en liberté immédiate. On ne peut dire qu'il travaille en finesse.

Face à ces « juges », la plupart des accusés font front. Face à cette « justice », au service des nantis du régime, ils défendent l'espoir du socialisme. Et de leur banc d'accusé, ce sont eux les accusateurs. Accusateurs d'un régime qui, tout en se réclamant du socialisme, fait juger ceux qui proclament que le pouvoir doit revenir aux travailleurs. N'est-ce pas là un implacable acte d'accusation pour les Husak, Bilak, Indra et consorts?

J.-P. VALI.

#### BORDEAUX

Libérez
Petr Uhl
et ses camarades

Jeudi dernier, à 19 heures, à l'appel de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste, environ 150 personnes ont manifesté dans le centre de Bordeaux leur solidarité avec les dix-neuf jeunes militants révolutionnaires dont le procès s'est ouvert en Tchécoslovaquie.

Face aux Bilak, Indra, Ussak et à leurs maîtres du Kremlin, ces jeunes ont eu le courage d'essayer de renouer avec le socialisme révolutionnaire.

Accusés aujourd'hui d'avoir fondé en 1969 un Parti Révolutionnaire Socialiste, ils risquent de nombreuses années de prison.

# La visite de Chou En Laï au Nord-Vietnam

N ces temps d'extension de la guerre dans la péninsule indochinoise, la visite de Chou En Lai dans la capitale du Nord-Vietnam a été annoncée avec un certain éclat. Elle a pris indiscutablement valeur d'avertissement aux U.S.A. L'annonce par Hanoi, dans un ordre soigneusement gradué, de la présence d'un représentant de l'allé chinois, suivi, quelque temps plus tard du communiqué qui annonçait l'augmentation de l'aide chinoise en matériel et affirmait que le peuple de Chine était prêt aux « plus grands sacrifices » pour défendre le Vietnam du Nord, visait à donner le maximum d'impact psychologique à cette visite.

Et il est bien certain que l'avertissement de la République Populaire de Chine aura une signification pour les différents camps qui se combattent. Il peut affermir s'il en est besoin le moral des combattants nordvietnamiens et vietcongs, affaiblir tout espoir de victoire de leur adversaire, troupes gouvernementales sud - vietnamiennes et américaines. Et mêmes à travers l'opinion publique américaine, qui ne désire rien plus que le retour des fils au pays, cette visite est une pression indirecte sur l'administration Nixon.

Aussi, sur le plan du moral des combattants, le voyage de Chou En Lai peut fort bien avoir un effet réel. Mais pour le reste? Amorce-t-il un changement dans l'attitude de prudente expectative dans laquelle la Chine s'est maintenue jusqu'à présent? En cette période d'extension des fronts, d'agressivité accrue de l'état-major U.S., la Chine est-elle réellement décidée à intervenir, quitte à s'affronter aux U.S.A. dans la péninsule?

Apparemment non! La Chine a simplement réaffirmé en la matière sa position de principe depuis la guerre de Corée. Elle ne laissera pas les Américains s'approcher trop près de ses frontières et elle ne permettra pas qu'ils occupent et qu'ils détruisent le glacis du Vietnam-Nord sans intervenir, ne serait-ce que sous la forme de l'envoi de « volontaires » chinois. Il n'y a rien de neuf dans cette affirmation. Et si l'aide matérielle chinoise suit les nécessités imposées par l'extension de la guerre, son engage-

### Un poker prudent et poli



La délégation chinoise à Hanoï. (Photo U.P.I.)

ment à intervenir reste limité. Ainsi, c'est lorsque l'offensive américano-sur-vietnamienne était apparemment à bout de course, lorsque Nixon avait réaffirmé sa volonté de ne pas attaquer le Nord-Vietnam pour le moment, que l'avertissement chinois a été formulé. Cela situe ses limites : celui d'un poker prudent et poli entre grandes puissances.

Pierre BERGER.

#### U.S.A.

#### Pas reconnaissant Nixon!

Aux Etats-Unis, le président Nixon a menacé le 24 février de bloquer les salaires des trois millions d'ouvriers du hâtiment

Ces ouvriers constituent une corporation relativement privilégiée: selon les conventions collectives, les salaires de la construction doivent y augmenter de 13,23 % cette année contre 4,9 % pour l'industrie. Ils sont organisés en syndicats corporatistes très jaloux de leurs prérogatives et qui sont extrêmement réactionnaires: ils constituent l'un des principaux appuis à la politique de Nixon au Vietnam et se sont eux qui ont organisé de fameuses contre-manifestations ouvrières opposées à celles des étudiants pacifistes.

Si une partie de ces travailleurs croit maintenir leur position relativement privilégiée en soutenant ainsi le gouvernement, ils doivent maintenant être bien létrompés. Nixon n'a guère de reconnaissance: maintenant, au nom de la lutte contre l'inflation provoquée notamment par cette même guerre au Vietnam qu'ils soutenaient, Nixon veut leurs reprendre ce qu'ils avaient pu obtenir.

J. HAINAUT.

#### La défaite de Cassius Clay:

# Elle servira peut-être à faire tomber une illusion

BALTIMORE, le 8 mars, Cassius Clay a dû renoncer à reprendre à Joe Frazier le titre de champion du monde de boxe. Il a été battu au onzième round.

Nous n'avons pas l'intention de commenter la décision des juges-arbitres, ni même de nous attarder sur les qualités techniques de l'un ou l'autre des deux boxeurs. La boxe est ce qu'elle est : un sport peut-être, mais surtout un bien triste jeu de massacre où l'on ne sait guère qui est le plus à plaindre, du cogneur abruti par les coups, ou du spectateur qui trouve là un moyen de donner libre cours à son instinct de

Mais cette société ne remet pas seulement aux goûts du jour les jeux du cirque de la Rome esclavagiste. Le combat Clay-Frazier a débordé les limites du ring de Baltimore. Cassius Clay se présente lui-même comme le champion d'une cause, celle des millions de noirs opprimés aux Etats-Unis. Et autant que l'on puisse le savoir des milliers de noirs américains considèrent effectivement Mohamed Ali-Cassius Clay comme un héros.

Pourtant qu'un noir puisse devenir champion du monde de boxe, à plus lorte raison en reprenant ce titre à un autre noir, ne fait que traduire un peu plus la situation misérable dans laquelle se trouvent les noirs aux Etats-Unis. La société leur confie les métiers les plus durs, les plus insalubres. La boxe elle-même est une de ces sales besognes que les richards et les blancs préfèrent laisser de plus en plus aux noirs. Quant au fait qu'on paye bien certains boxeurs) et une toute petite minorité d'ailleurs), c'est simplement proportionnel à ce qu'ils rapportent.

D'ailleurs pour qu'ils rapportent encore plus, aidés par les journaux et les réseaux de télévision, les magnats de la boxe, passionnent artificiellement les



Cassius Clay: on ne supprime pas l'oppression par tes jeux du cirque. (Ph. U.P.I.)

matches. Et le « truc » qui marche tout le temps, c'est bien celui du « bon » contre le « méchant ».

Cassius Clay, prisonnier qu'il est du système comme le sont encore les milliers de noirs qui regardent vers lui pour se libérer, est aussi prisonnier de ce jeu, et la sympathie, ou l'hostilité qu'il suscite, ne fait que réjouir les organisateurs et augmenter leurs bénéfices

Pourtant, qu'il ait mordu la poussière, pourrait en un sens être un bien. Les légendes au fond ne durent que difficilement quand tombent leurs héros. Il n'est pas dit qu'avec la chute (même provisoire) de Cassius Clay, un autre écroulement ne soit pas en préparation: celui de l'illusion qui faisait croire que des millions d'opprimés pouvaient attendre la moindre libération de la conquête d'un titre sur un ring.

Michel PARENT.

# LES ACCORDS D'EVIAN

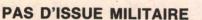
# Un compromis qui préservait les intérêts des trusts pétroliers en Algérie

A récente décision du gouvernement algérien d'accroitre de 2 % la part qui lui revenait de l'exploitation du pétrole saharien, a fait crier au vol, au viol, à l'abus de pouvoir, à la dénonciation des accords d'Evian!

Mais à part les réactionnaires invétérés, il n'y a plus personne aujourd'hui, même dans le personnel politique de la bourgeoisie pour ne pas reconnaitre que les accords d'Evian, signés il y a neuf ans déjà, étaient des accords de com-

promis, la sanction d'une situation qui ne pouvait manquer d'évoluer.

Lutte ouvrière a donné dans ses derniers numéros sa position sur le problème du pétrole algérien, aujourd'hui, elle se propose de rappeler les conditions et les clauses de ces accords qui ont contribué à maintenir l'Algérie dans l'orbite impérialiste de la France, et de dénoncer la responsabilité des partis de « gauche » dans la conclusion de ce compromis si défavorable aux Algériens.



Dans la huitième année de la guerre d'Algérie, et après plusieurs négociations avortées, le gouvernement français et le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne signaient les accords d'Evian, et le cessez-le-feu entrait en vigueur le 19 mars 1962.

Comme au Vietnam aujourd'hui, il n'y avait pas de solution militaire à la guerre d'Algérie :

La France ne pouvait plus, depuis longtemps, espérer vaincre militairement le peuple algérien dressé tout entier contre son oppression.

Mais le F.L.N. ne pouvait pas lui-même espérer bouter l'armée française hors d'Algérie.

Les accords d'Evian traduisaient cette situation dans laquelle le compromis devenait nécessaire.

La France reconnaissait l'indépendance de l'Algérie, certes, mais à condition que rien, ou presque, ne soit changé dans les rapports économiques antérieurs.

D'abord sur le plan de la propriété : « L'Algérie garantit aux sociétés françaises, installées sur son territoire... l'exer-

cice normal de leurs activités... »

Un chapitre entier est consacré plus particulièrement aux richesses du sous-sol saharien (essentiellement les hydrocarbures) :

« L'Algérie confirme l'intégralité des droits attachés aux titres miniers et de transport accordés par la République française... » ce qui implique que les sociétés françaises bénéficient des privilèges suivants :

— droit au renouvellement des permis exclusifs de recherche;

— droit pour les titulaires d'un permis de recherche d'obtenir la concession d'un gisement exploitable découvert sur leur surface:

— droit à la libre disposition de la production ;



Les négociateurs français à Evian. (Photo U.P.I.)

— droit au libre transfert des dividendes.

Pratiquement. l'Etat algérien n'est pas propriétaire de son sous-sol.

Mais il y a mieux. Pour ce qui est des relations monétaires, « l'Algérie fera partie de la zone franc ». On précise même que le pétrole et le gaz sahariens seront payés en francs français.

Dans un autre domaine, si la France s'engage à écouler sur son sol les excédents agricoles algériens, l'Algérie s'engage en retour à ouvrir ses portes aux produits industriels français.

Pour ce qui est de l'aide de la France, financière ou technique, elle apparaît comme une contrepartie de la garantie des intérêts français par l'Etat algérien. Ce qui constitue bien sûr, on le voit aujourd'hui, un moyen de chantage pour la France.

Ajoutons à cela les garanties militaires qu'obtient la France (entre autres la base de Mers-el-Kebir, l'utilisation par les militaires des télécommunications algériennes, etc.) et on voit que ces accords livrent l'Algérie pieds et poings liés à l'impérialisme français.

#### LES ALGERIENS SEULS

Que les Algériens aient signé ces accords, on le comprend : ils n'avaient pas la force, seuls, d'obtenir plus. Et ils obtenaient au moins la reconnaissance, par l'indépendance nationale, de leur dignité, et de leur souveraineté pour lesquelles ils s'étaient battus si longtemps.

Mais que les partis de gauche, en France, aient accepté de cautionner ces accords en faisant voter « oui » au référendum gaulliste du 8 avril 1962 ne fait que traduire

leur volonté continue de ne pas s'opposer à leur propre bourgeoisie.

Les partis de gauche n'ont jamais aidé les Algériens autrement qu'en paroles.

C'est grâce à leur soutien, qui a permis à la hourgeoisie française d'avoir les mains libres du côté de sa classe ouvrière, que cette bourgeoisie française a pu imposer au peuple algérien un compromis aussi dur.

Michel VARNAL.

# Après l'occupation du Soviet Suprême par 30 Juifs



L'un des quelques Juifs que le gouvernement soviétique a autorisés à partir, tenant une conférence de presse à son arrivée à New-York. (Photo U.P.I.

ES trente Juifs soviétiques qui ont envahi le Soviet Suprême pour obtenir que suite soit donnée à leur demande d'émigrer en Israël, semblent avoir obtenu satisfaction. Les formalités seraient accélérées pour tous, et l'un d'eux a déjà pu quitter le pays. Depuis, les manifestations du même type se multiplient à Moscou, augmentant l'embarras des autorités.

Dans la mesure où les promesses seront tenues, et étant donné les antécédents il y a de bonnes chances qu'elles le soient, ces incidents spectaculaires sont révélateurs de l'évolution de la situation politique en U.R.S.S. D'abord, parce qu'après bien des manifestations individuelles - allant jusqu'aux tentatives de détournements d'avions - ou collectives - adresses et pétitions à l'extérieur ces occupations publiques d'un organe officiel démontrent le degré de décision d'une fraction au moins de la communauté juive qui veut obtenir le droit d'émigrer. Mais cela a révélé aussi que les bureaucrates. en butte aux contestations multiples des intellectuels et des nationalistes essentiellement de la communauté juive préfèrent au bout du compte voir les principaux contestataires, qu'ils soient juifs, intellectuels ou les deux, à l'étranger plutôt qu'à l'intérieur de leurs frontières.

Certes, la solution sioniste du problème juif, solution qui suppose le déracinement et l'exil, de dizaines, sinon de centaines de milliers de Jamilles juives pour résoudre les problèmes de leur oppression nationale, est une bien mauvaise solution. La défense des droits nationaux des peuples qui composent l'U.R.S.S. est liée de manière indissoluble à la lutte politique de tous ceux qui veulent rétablir en U.R.S.S. le pouvoir démocratique de la classe ouvrière, c'est-à-dire un socialisme authentique. Dans ce cadre enfin libérés de toute oppression, les groupes nationaux divers pourraient librement se développer et les solutions du désespoir, telle l'émigration en masse ne pourraient alors avoir le moindre pouvoir d'attraction sur les populations.

Mais dans la situation actuelle, alors que l'ensemble des droits politiques et des libertés y compris nationales sont refusées à tous en U.R.S.S., les révolutionnaires doivent défendre au moins ce droit élémentaire qui consiste à pouvoir partir pour fuir l'oppression, même si c'est pour se réfugier dans un Etat d'israël qui est bien incapable de résoudre le problème juif.

Dans le cas présent, quelle que soit la part de tactique dans l'attitude des dirigeants soviétiques, qui n'accordent le droit d'émigrer qu'aux plus décidés, ces premiers reculs sont un progrès non seulement pour la liberté des juifs soviétiques mais pour tous ceux qui là-bas luttent au nom du socialisme pour desserrer l'étau de la dictature buréaucratique.

Pierre BERGER

# En marge des négociations israëlo-arabes

# LE SORT DE LA CISJORDANIE EN QUESTION

ENDANT que la négociation entre Le Caire et Tel Aviv évolue avec une telle lenteur qu'elle paraît continuellement dans l'impasse; alors que le gouvernement égyptien a décidé de ne pas renouveler une fois de plus le cessez-le-feu le long du canal de Suez, afin de faire ainsi pression sur les Israéliens pour qu'ils se montrent moins intransigeants et plus pressés d'aboutir, les dirigeants des organisations palestiniennes viennent de se réunir en Conseil national, au Caire précisément. C'est à nouveau le problème de l'unité des diverses organisations de feddayins qui a été au centre des débats, sans que l'on parvienne pour autant à créer la structure qui permettrait à chaque groupe participant la plus grande discipline dans l'action et la plus grande liberté en ce qui concerne les options politiques.



Le seul point qui a fait apparemment l'unanimité des membres a été le refus, constamment réaffirmé, de la création éventuelle d'un Etat palestinien limité à une partie seulement de la Palestine. C'est en effet une sorte de préambule qui revient dans chaque réunion, dans chaque déclaration officielle des instances dirigeantes des organisations palestiniennes.

Certes, pour le moment, il n'est pas question officiellement de la création d'un tel Etat, et, les déclarations israéliennes semblent être opposées à ce projet. Toutefois l'ouverture des négociations ne pouvait manquer de mettre à l'ordre du jour cette hypothèse.

Les Israéliens ne dissimulent pas qu'ils sont prêts à céder une partie des territoires occupés après la guerre des six jours. Ils se refusent à en fixer officiellement les limites, mais il ressort de certaines déclarations qu'ils sont d'accord pour restituer la majeure partie de la Cisjordanie peuplée exclusivement de Palestiniens.

En cas d'aboutissement des négociations, en cas d'évacuation par les Israéliens de la Cisjordanie, quel serait alors le statut de cette portion de territoire? Les Israéliens la céderaient-ils à Hussein, ou bien accepteraient-ils que les Palestiniens y installent leur propre Etat? Ou bien encore tenteraient-ils d'en faire un protectorat, un Etat fantoche semi-indépendant?

Par avance les dirigeants de la résistance palestinienne répondent non à la création éventuelle de leur propre Etat en Cisjordanie, ce qui peut sembler paradoxal.

Pourtant leur méfiance est tout à fail compréhensible.

En effet ils craignent en acceptant l'idée d'un tel Etat limité à la Cisjordanie d'être amenés de fait à la renonciation de leur volonté de voir toute la Palestine aux Palestiniens. C'est une question de principe. D'autre part un tel Etat, même s'il n'était pas un protectorat israélien serait complètement encerclé par l'Etat juif, étant donnée la configuration géographique, et constamment sous la menace des canons d'Israël.



La création d'un Etat cisjordanien se ferait sur le dos des Palestiniens. Seule une Palestine bi-nationale constituerait un progrès dans la solution du problème palestinien. (Photo A.F.P.)

Enfin, chose peut-être plus grave, les Palestiniens peuvent craindre qu'en obtenant ainsi leur propre Etat, leur sort apparaisse définitivement réglé aux yeux de l'opinion mondiale, et même aux yeux de l'opinion arabe.

Ce serait après tout une « solution » au problème des réfugiés palestiniens qui serait relativement satisfaisante à la fois pour les grandes puissances, pour les Etats arabes, et même pour Israël, que de créer un Etat palestinien croupion en Cisjordanie. Officiellement le problème serait « réglé » — une fois de plus sur le dos des Palestiniens bien sûr — et Israël n'aurait pas grand chose à craindre de la faiblesse militaire d'une Cisjordanie palestinienne, surtout si à ce prix la paix s'établit entre les régimes de Tel Aviv et de Damas, d'Amman et du Caire.

L'opinion palestinienne elle-même risquerait fort d'être peu à peu amenée sur la voie du renoncement à la lutte en se contentant de la Cisjordanie.

Le refus des organisations palestiniennes d'accepter une telle solution se comprend donc aisément. Pourtant certains signes montrent que la question n'est pas si simple. Des observateurs ont en effet remarqué qu'il n'y a pas d'unanimité réelle sur cette question au sein des organisations palestiniennes. Personne ne remet publiquement en cause la position officielle, mais certaines tendances seraient apparues qui seraient pour l'acceptation d'un Etat palestinien indépendant en Cisjordanie, dans le cas bien entendu où les négociations israélo-arabes aboutiraient à une telle éventualité. C'est qu'en effet la dictature que fait peser Hussein sur la rive Est du Jourdain est de plus en plus insupportable, et certains feddayins estimeraient qu'un Etat indépendant permettrait aux Palestiniens de refaire leur force à l'abri de la répression féroce du roi

D'autre part, la reconquête militaire de toute la Palestine par les armées arabes paraît de plus en plus irréalisable, au fur et à mesure que le temps passe, et que l'on s'achemine vers une solution négociée. Dans ces conditions ne serait-il pas plus sage de se contenter, provisoirement du moins, d'une portion de Palestine, plutôt que de prendre le risque de ne rien avoir du tout ?

Ainsi il n'est pas du tout improbable que la belle unanimité de façade sur ce sujet, qui dissimule aujourd'hui une opposition sourde, ne disparaisse bientôt.

La création éventuelle d'une Cisjordanie indépendante, si elle entraîne incontestablement des inconvénients graves pour le peuple et les organisations palestiniennes, comprend aussi des aspects positifs. Au demeurant un tel Etat, si jamais il voit le jour, aura l'aspect que les Palestiniens eux-mêmes sauront lui donner.

De toute façon cette éventualité ne résoudrait pas pour autant les problèmes que posent et la misère et la spoliation dont les Palestiniens ont été les victimes.

Seule une Palestine binationale peuplée à la fois par les Juifs et par les Palestiniens et où l'Etat serait partagé équitablement entre les deux communautés constituerait un pas décisif vers la solution du problème de la Palestine.

Une Cisjordanie indépendante peut selon ce qu'on en fera, favoriser ou désavantager le peuple palestinien, elle ne peut en aucun cas résoudre son problème fondamental.

André VICTOR

# Pologne: UNE LOI CONTRE LES TRAVAILLEURS

E nouvelles affiches publicitaires viennent d'apparaître sur les murs du métro parisien. Derrière un bouquet de fleurs des champs, une tête et un slogan : « Le touriste est toujours un ami en Pologne ».

Nous aimerions bien le croire sans réserve. Mais les vacanciers pourront sans doute tout se permettre sauf d'être oisifs pendant leur séjour, s'ils ne veulent pas tomber sous le coup des nouvelles lois promulguées par M. Moczar, le ministre de l'Intérieur.

Ce sinistre individu vient en effet de décréter la chasse à l'oisiveté. Tout homme sans travail pourra être ainsi classé parmi les « éléments asociaux incorrigibles » et être envoyé dans un « centre de travail » situé de préférence à proximité des chantiers de terrassement ou de travaux routiers susceptibles de donner du travail aux « délinquants ». M. Moczar ne s'est guère creusé la tête pour innover en matière de camps et de travail forcé.

Et si nous parlons des touristes, il ne s'agit bien sûr que d'une plaisanterie, car ils ne sont, bien entendu, pas visés par cette loi. Pas plus d'ailleurs que les vrais oisifs, c'est-à-dire les parasites de la société, ne le seront. Cette loi touchera avant tout les travailleurs. Aujourd'hui, les registres de police comptent cinquante mille cas d'« asociaux ». Mais demain, n'importe quel travailleur appréhendera de quitter son travail, de se heurter avec un chef, de s'absenter pour maladie, Chacun risquera, le chômage aidant, de se voir envoyé en camp s'il perd sa place, pour peu que la loi soit appliquée durement.

La sanction pour les travailleurs ce ne sera plus le licenciement, mais la menace du camp de travail. Un travailleur qui quittera son emploi pour chercher mieux ailleurs, prendra le même risque. Non, vraiment, les dirigeants polonais sont les pires ennemis du socialisme.

D. LEGER.



Gierek parmi les travailleurs en janvier dernier : promesses et sourires côté cour... mais côté jardin on prépare la répression. (Photo U.P.I.)

#### **TURQUIE**

# Quand l'armée "garde" la République

EUX colonels et un commandant de vaisseau qui entrent dans le studio de la radio nationale et demandent au speaker de lire un texte annonçant que « les forces armées turques sont décidées à prendre le pouvoir si un nouveau gouvernement fort n'est pas constitué dans les plus brefs délais... » Le gouvernement en place qui s'incline et démissionne, des chambres qui restent silencieuses... le président de la République — un général qui consulte fiévreusement pour trouver le gouvernement fort souhaité par ses collègues militaires... Ce n'est ni un coup d'Etat ni une révolution de palais mais apparemment, un fonctionnement normal accepté par tout le personnel politique de la bourgeoisie turque!

En fait depuis 1960 c'est l'armée qui décide en Turquie et le chef de gouvernement démissionnaire Demirel devait son poste moins aux ré-sultats favorables des élections qu'à l'accord explicite de l'armée. Aujourd'hui les militaires jugent que « le Parlement et le gouvernement ont mis en danger grave l'avenir de la République turque en conduisant le pays à l'anarchie, à la lutte fratricide et au chaos social et économique, enlevant à la nation tout espoir d'atteindre le niveau d'une civilisation moderne », elle estime nécessaire de « former selon les règles démocratiques, un gouvernement fort » faute de quoi elle se déclare prête à « assumer directement le pouvoir conformément à la mission que lui confèrent les lois la chargeant de sauvegarder la République turque ».

Que ce gouvernement fort soit un gouvernement de civils agréés et appuyés par les militaires, ou directement un gouvernement militaire, ce n'est qu'une question de nuances ou de temps. La démocratie parlementaire turque à laquelle se rèférent encore les officiers est en train de perdre tous ses attributs symboliques ou réels pour faire place à la réalité d'un pouvoir dictatorial dans un pays pauvre.

C'est une évolution générale qui concerne toutes les nations dites sous-développées quel que soient le degré de leur économie : elles sont trop pauvres pour se payer, au sens littéral du terme, le luxe de la démocratie politique.

Déjà en Turquie, le parti communiste était interdit et depuis vendredi, 23 dirigeants du parti ouvrier turc ont été arrêtés pour « propagande communiste et agitation préjudiciable à l'unité de l'armée » (!) Déjà l'armée qui prétend aujourd'hui vouloir assurer les réformes sociales en faveur des ouvriers, avait sans hésitation, ouvert le feu en juin 1970 contre les travailleurs en grève. Déjà l'armée avait proclamé le 31 décembre 1970 qu'elle « briserait toute action dirigée contre le pays». Enfin la semaine dernière, à la suite de l'enlèvement de quatre soldats américains, la police avait envahi l'université technique d'Ankara et l'opération s'était soldée par trois morts et plus de vingt-cinq blessés. On le voit la démocratie parlementaire turque avait recours de façon permanente au sabre protecteur.

C'est que la crise économique et sociale dans le pays est telle que le jeu, même faussé, des institutions et des garanties individuelles, laissait aux mécontentements divers la possibilité de s'exprimer et de s'organiser. La bourgeoisie turque n'est ni assez richc ni assez nombreuse ni assez solide socialement pour contrôler, amortir ou dévoyer ces revendications. Le recours à la police et à la force armée pour noyer dans le sang les mécontentements, développe, dès lors, sa propre logique. La force fait peu à peu figure de droit. Aujourd'hui, la Turquie, tout en ménageant encore faiblement des apparences légalistes, en vient à la force pure, c'est-à-dire au gouvernement de l'armée.

Et ce n'est pas parce que celle-ci prétend s'opposer aux extrémistes de droite comme de gauche, et manifeste son attachement au programme nationaliste, anti-impérialiste, social et laïque de Kémal Ataturk que l'on peut se faire la moindre illusion sur le caractère politique des militaires prêts à prendre le pouvoir : l'ordre social qu'ils veulent défendre contre le chaos et l'anarchie, c'est celui des classes dominantes, c'est celui qui assure l'exploitation continue des paysans et des ouvriers turcs.

Colette BERNARD



Soldats turcs en action à l'université : les dernières apparences de libéralisme étaient de trop pour les militaires. (Photo U.P.I.)

#### **IRLANDE**

### Un meurtre qui ne profite qu'aux exploiteurs



Le quadrillage militaire de l'Irlande du Nord alimente la haine des catholiques irlandais : mais le meurtre de soldats isolés ne sert pas la cause des opprimés. (Photo U.P.I.)

ANS l'un des faubourgs de Belfast, en Irlande, trois jeunes soldats britanniques ont été tués mercredi 10 mars au soir, d'une balle dans la tête. Des inconnus, dont on ne sait encore à quel bord politique ils appartiennent, ont attendu que les trois soldats, alors vêtus en civil, sortent du bar où ils consommaient, pour les massacrer froidement puis les abandonner sur le bord de la route.

Pour le moment, les deux fractions de l'I.R.A. — l'armée républicaine de l'Indépendance clandestine — ont désavoué ce triple assassinat. Rien donc ne permet encore de savoir s'il s'agit là d'une provocation d'éléments protestants extrémistes désireux de voir se renforcer la répression contre l'I.R.A. ou bien, au contraire, d'un acte perpétré par des membres de l'I.R.A. peut-être désavoués par leur organisation. De toutes les manières, il est bien certain que ce crime ne saurait avoir aucune justification et qu'il ne peut faire avancer d'un pas le sort de la minorité catholique irlandaise, opprimée par les protestants majoritaires numériquement dans l'Ulster.

Mais justement, le sort de ces catholiques exploités, relégués aux travaux les plus sales et dans les banlieues et faubourgs les plus déshérités de l'Irlande du Nord n'est guère différent de celui de la classe ouvriè-

re anglaise et des soldats britanniques venus là maintenir le sale ordre bourgeois imposé en Ulster par les protestants riches que soutiennent vivement les autorités britanniques.

Et parmi ces soldats en terre étrangère, ce qu'il faut, c'est semer le doute sur la validité d'une politique qui vise à maintenir l'exploitation des plus pauvres. Il faut semer le doute sur les ordres émanant des officiers et des supérieurs qui prétendent respecter une stricte neutralité en Irlande alors qu'ils sont bel et bien là pour défendre un ordre favorable aux riches protestants.

Des actes comme le meurtre de ces trois soldats britanniques ne font au total qu'exacerber les passions nationalistes des uns et des autres au lieu de développer une véritable solidarité de classe entre tous les opprimés, qu'ils soient catholiques irlandais, travailleurs britanniques, en uniforme de Sa Majesté ou bien ouvrier protestant. Et même si la responsabilité d'un tel crime incombe en dernier lieu au gouvernement anglais qui, depuis quelques mois, maintient en permanence 8.000 hommes sur le sol irlandais, il n'en reste pas moins que le triple assassinat de mercredi dernier les a bien davantage servi qu'il n'a servi la cause des exploités d'Irlande ou de Grande-Bretagne.

Nicole BLETTRY.

### La fin du cessez le feu israëlo-egyptien n'est pas la guerre

OMME tout le monde s'y attendait, la trêve militaire qui dure déjà depuis plus de sept mois le long du canal de Suez, entre l'Egypte et Israël, continue en dépit de l'annonce du non-renouvellement du cessez-le-feu par le président Sadate.

De ce point de vue, rien n'est changé. Le geste du Caire, surtout symbolique, est destiné à éviter que l'Egypte ne perde trop la face, alors que les Egyptiens ont fait des concessions importantes, au cours de la négociation Jarring, et qu'Israël se montre particulièrement intransigeant. De plus, la nouvelle situation évitera dorénavant à l'Egypte la pénible obligation de renouveler tous les trois mois le cessez-le-feu sans contrepartie sérieuse d'Israël.

Et l'absence du moindre incident le long du canal depuis la fin du cessez-lefeu confirme que ni les Egyptiens ni les Israéliens ne souhaitent en découdre pour le moment, et que Le Caire n'a pas renoncé à l'espoir d'une solution négociée du conflit.

Certes, l'attitude conciliante de la diplomatie égyptienne aura au moins servi à montrer au monde entier que ce sont bien les Israéliens qui refusent de faire des concessions acceptables et que c'est bien à cause d'eux que la négociation est pratiquement bloquée. A part cette mince satisfaction, l'Egypte n'a pour le moment rien obtenu, et les récentes déclarations de Mme Meir au Times montrent que le gouvernement israélien a l'intention de parvenir à un partage du Sinaï ainsi qu'à une démilitarisation de

la partie égyptienne de cette région.
En fait, les Israéliens bénéficient d'un rapport de force en leur faveur, et ils entendent en profiter au maximum. Non seulement ils diposent de l'armée qui demeure toujours la plus puissante du Moyen-Orient, mais encore les U.S.A. ne font pour le moment aucune pression sérieuse sur Israël pour l'amener à mettre un peu d'eau dans son vin, alors que les Soviétiques, en revanche, ont toujours agi dans un sens modérateur vis-à-vis des Egyptiens.

Dans ces circonstances on voit mal comment l'Egypte pourrait obtenir par la voie diplomatique des succès qu'elle est incapable d'obtenir par les armes. André VICTOR.



Des soldats égyptiens sur le bord du Canal de Suez : ils restent en observation. (Photo U.P.I.)

# Le 18 mars 1871, le s'élançait à l'assai

L y a exactement un siècle, cette semaine, Thiers, accompagné de tout le gouvernement, et de tout le personnel militaire et civil de l'Etat bourgeois, abandonnait la capitale devant l'insurrection populaire et se retirait à Versailles.

Il y a un siècle, Paris était aux travailleurs.

Pour la première fois dans l'histoire, face au Pouvoir des possédants se dressait un nouveau Pouvoir, incarnant les revendications, les aspirations et la volonté des masses laborieuses. Le premier Etat ouvrier faisait flotter sur les toits de l'Hôtel de Ville, sur tous les toits de Paris, face au monde bourgeois, le drapeau de la révolution

Sans doute la Commune, révolution prolétarienne prématurée, était-elle condamnée d'avance. Mais il est des défaites qui valent des victoires. Et ces cents jours pendant lesquels les travailleurs parisiens luttèrent pied à pied contre les Versaillais n'ont cessé de fournir au mouvement ouvrier une ample moisson d'exemples et de

Depui forcée d ouvrier continue à l'occa l'évocati voir ouv qu'aux i

# La journée des canoi

PRES le 4 septembre 1870, après l'écroulement de l'Empire, le peuple de Paris s'était organisé en vue de la défense. Tous les Parisiens capables de porter les armes étaient entrés dans la Garde Nationale. Celle-ci représentait plus de 200.000 hommes. Le matériel abondait : 450.000 fusils avaient été distribués pendant le siège, les réserves en poudre et en cartouches étaient considérables.

Thiers arriva à Paris le 15 mars. L'Assemblée Nationale étant convoquée pour le 20, que d'avantages pour lui s'il pouvait régler l'affaire des canons qui inquiétaient tant les conservateurs! Il rêvait de mettre à leurs pieds un Paris désarmé et soumis!

Le 17 mars il décidait donc de reprendre cette artillerie par la force.

#### Le désarmement de Paris : une nécessité pour la bourgeoisie

Mais l'opposition entre le gouvernement bourgeois et l'ensemble de la population parisienne armée, rendait la situation explosive et allait marquer tous les événements à venir.

Si, tant qu'avait duré le siège, les ouvriers parisiens s'étaient quasiment bornés à exiger la continuation énergique de la lutte, une fois les hostilités terminées, le caractère de classe de cet antagonisme allait encore s'accentuer, car il allait être moins masqué par les sentiments patriotiques qui pendant des mois avaient canalisé toute l'énergie populaire dans la lutte contre les armées de Bismarck.

Dans ces conditions, le gouvernement de Thiers ne pouvait pas ne pas comprendre que la domination des classes

possédantes se trouverait en danger tant que les ouvriers de Paris garderaient leurs armes. Un de ses premiers actes fut donc de tenter de les désarmer.

Les réactionnaires de tous poils étaient épouvantés devant la formidable artillerie que la population parisienne avait amassée. Paris possédait en effet 2.000 canons que les gardes nationaux considéraient comme leur propriété : ils les avaient achetés pendant le siège par souscription publique.

Mais, au-delà de leur puissance de feu, ces canons étaient aussi tout un symbole. Le fait que la « plèbe parisienne » les tienne en sa possession était un outrage à la loi, garante de la société bourgeoise et de la propriété privée, outrage qu'il fallait effacer au plus vite.

#### La journée du 18 mars

La réalisation de son plan commença dans la nuit du 18, à trois heures du ma-

Les troupes, fortes de 20.000 hommes, sortirent de leurs casernes et se mirent en mouvement sans bruit vers les parcs d'artillerie.

Pendant ce temps Thiers faisait afficher sur les murs de la capitale une proclamation invitant les « bons citoyens » à se séparer des « mauvais » et à remettre les «coupables» entre les mains de la

La colonne principale, commandée par le général Lecomte, se dirigea vers Montmartre où étaient entreposés des centaines de canons. Les instructions ne laissaient aucune incertitude : si les postes résistaient au lieu de se constituer prisonniers, ils seraient passés par les armes, sur place.

Les éclaireurs de la colonne arrivèrent au Parc d'artillerie; ils blessèrent la sentinelle, surprirent à coups de fusils le poste de la rue des Rosiers, puis le désarmèrent. Les canons étaient pris. Il n'y avait plus qu'à les emmener... mais voilà, il manquait les attelages pour les

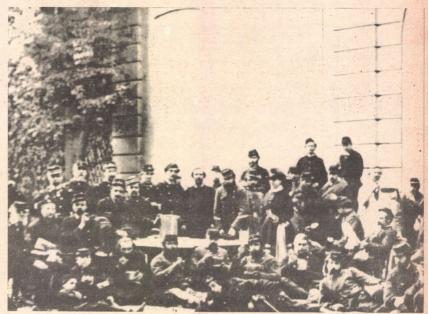
A 7 heures du matin, ceux-ci n'étaient pas encore arrivés. Les troupes commencèrent à descendre à la force des bras quelques pièces, mais l'opération s'annoncait interminable.



Les canons de Montmartre que Thiers voulait reprendre aux Parisiens. (Photo Viollet.)

# prolétariat parisien ut du ciel

trois mois, Lutte ouvrière s'est déjà efretracer la physionomie du mouvement rançais à la veille de la Commune. Nous rons, au fil des semaines, à consacrer, ion de ce centenaire, une large place à on de la brève histoire du premier Pouier, depuis la journée des canons, juslassacres de la semaine sanglante. Et ce n'est pas seulement intérêt d'historien. Nous avons beaucoup à apprendre, et beaucoup à réapprendre, des leçons de la Commune. Et le sang des martyrs du printemps 1871 n'aura pas coulé en vain, si, par delà les années et les siècles, leur exemple et leur histoire servent à former de nouveaux combattants du socialisme.



# 15

Pendant ce temps Paris s'éveillait. « Les boutiques matinales, décrit Lissagaray, s'ouvrent autour des laitières, devant les marchands de vin on parle à voix basse, on se montre les soldats, les mitrailleuses braquées contre les voies populeuses, sur les murs les affiches toutes humides encore signées de Thiers et de ses ministres ».

Des gardes nationaux, eux, battaient le rappel. Ils parcouraient le 8° arrondissement. Dès huit heures ils étaient déjà des centaines qui remontaient vers les Buttes.

Entre les gardes nationaux qui arrivaient maintenant en nombre et les troupes du gouvernement, une foule immense se formait. Le général Lecomte s'efforçait de l'intimider et de la chasser par des sommations, des préparatifs de charge et de tir. Mais elle s'insinuait de partout et, femmes en tête, elle commençait par exhorter les soldats, les interpellant et leur reprochant l'indignité de leurs actes.

Les soldats se taisaient, peu à peu le sentiment de la discipline mollissait. La troupe était comme engluée au sein de cette foule compacte.

Alors un incident décisif se produisit. Un poste de soldats du 88° rencontra des gardes nationaux montant vers Montmartre qui les exhortèrent à les suivre aux cris de « Vive la République ». Les soldats mirent crosse en l'air et, confondus aux gardes nationaux, se dirigèrent vers

Au parc d'artillerie le général Lecomte fit arrêter quelques soldats, et commanda le feu contre la foule.

Ce fut alors l'écroulement.

Comme leurs camarades du 88°, les chasseurs levèrent la crosse.

A neuf heures du matin la Garde Nationale avait repris ses canons. Trois coups tirés à blanc annonçaient à Paris la nouvelle de la victoire.

Les généraux Lecomte et Clément Thomas, l'un des fusilleurs de juin 1848, furent arrêtés et fusillés par leurs propres soldats.

Dans les autres parcs d'artillerie, le même processus se déroulait. Aux Buttes Chaumont, à Belleville et à Pigalle (il y eut là des morts) les troupes reculèrent devant la résistance spontanée des masses parisiennes.

Il n'avait donc fallu que quelques heures au peuple de Paris pour faire s'écrouler lamentablement le projet de Thiers. Les travailleurs de la capitale étaient en armes, non seulement parce qu'ils en possédaient, mais parce qu'ils avaient pris conscience de leur force, et de l'antagonisme insurmontable qui les opposaient aux hommes du gouvernement bourgeois.

George , LATTIER

# THIERS DÉCIDE D'ÉVACUER PARIS

PRES l'échec de l'expédition de Montmartre, un vent de panique souffla sur le gouvernement de Thiers. L'appel aux « bons » gardes nationaux n'en fit venir que 500 des « beaux quartiers ». Prudemment, ceux-ci se dispersèrent.

Thiers n'avait pu désarmer les ouvriers parisiens. Le gouvernement était à la merci des manifestants armés. Dans la Garde nationale les ouvriers étaient devenus l'élément déterminant depuis les combats du siège. Le Comité central était leur émanation directe, contrôlable et révocable à tout moment, et prenait peu à peu conscience qu'il constituait la tête du nouveau pouvoir, du pouvoir ouvrier. Les soldats envoyés pour reprendre les canons avaient fraternisé et les régiments risquaient de passer les uns après les autres du côté de l'insurrection. Dans la population parisienne, le gouvernement de Thiers était honni, les petits-bourgeois, écœurés et ruinés par l'Empire et le gouvernement de « Défense nationale », suivaient les ou-

Dans ces conditions, Thiers décida de regrouper ses troupes sur le Champs-de-Mars et d'évacuer Paris pour refaire son armée à Versailles. Il ne laissa de garde ni dans Paris, ni dans les forts du Sud, restitués par Bismarck 15 jours auparavant.

Il lui fallut faire vite car « Vers trois heures, les bataillons populaires du Gros-Caillou défilèrent devant l'hôtel (de Ville) tambours et clairons en tête. Les ministres se crurent perdus. M. Thiers se sauva par un escalier dérobé et partit pour Versailles tellement hors de sens que, au pont de Sèvres, il donna l'ordre écrit d'évacuer le mont Valérien.

(Lissagaray).

Thiers avait derrière lui un long passé de répression anti-ouvrière, depuis la fusillade du cloître Saint-Merry en juin 1832, et le massacre de la rue Transnonain en avril 1834. En février 1848, Thiers avait dû déjà fuir une première fois devant l'insurrection, mais dès lors il avait mûri son plan.

« Au 24 février [1848], déclara-t-il, le roi [Louis-Philippe] m'avait demandé, lorsque les choses avaient pris une mauvaise tournure, ce qu'il y avait à faire. Je lui répondis qu'il fallait sortir de Paris, pour y rentrer avec le maréchal Bugeaud et 50.000 hommes. »

Laisser le mouvement se développer pour l'écraser, saigner à blanc le prolétariat parisien une bonne fois pour toutes, telle était la perspective qui ne pouvait que réjouir les députés réactionnaires, ruraux pour la plus grande part, réunis à Versailles et craignant « les pavés de l'émeute » du Paris révolutionnaire.

Il s'agissait aussi de se donner le temps

de reprendre en main des soldats démoralisés et peu sûrs. Thiers concentra à Versailles des troupes hétéroclites dont l'essentiel fut constitué par les prisonniers de guerre relâchés peu à peu par Bismarck.

Il lui fallait en outre couper Paris de la province et étouffer les foyers révolutionnaires qui s'y étaient allumés.

Thiers entraîna avec lui tout son appareil d'Etat, jusqu'aux simples employés des ministères et de l'Administration.

« Octroi, voirie, éclairage, halles et marché, assistance publique, télégraphes, tous les appareils digestifs et respiratoires de cette ville de seize cent mille êtres, il fallait tout réorganiser. Certains maires avaient enlevé les cachets, les registres et les caisses de leurs mairies. L'intendance militaire abandonnait, sans un sou, 6.000 malades dans les hôpitaux et les ambulances. Il n'était pas jusqu'au service des cimetières que M. Thiers n'eût essayé de détraquer. » (Lissagaray).

Les bandes armées et les fonctionnaires au service de la bourgeoisie fuyaient la capitale. Parmi elles, la Commune aurait pu gagner nombre de soldats et d'employés. Mais rien ne fut tenté pour frapper, disloquer et anéantir les bandes bourgeoises en déroute. Le semi-aventurier Lullier, exofficier de marine, placé trop légèrement à la tête de la Garde nationale, ne fit rien pour cela (il s'en vanta d'ailleurs plus tard devant le conseil de guerre).

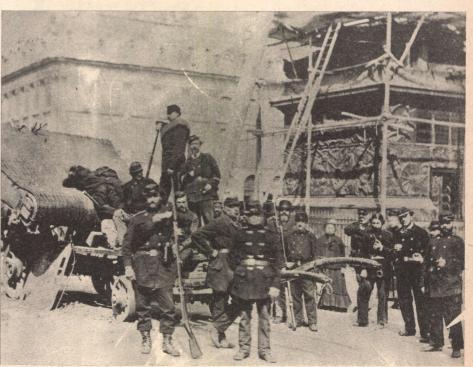
Le 18 mars avait été un mouvement spontané du prolétariat parisien. Il n'y avait pas de direction révolutionnaire suffisamment préparée à la tête du Comité central. Les influences petites-bourgeoises, conciliatrices, s'y faisaient trop sentir pour que l'on puisse répondre coup pour coup aux manœuvres de Thiers.

Le pouvoir bourgeois fuyant, le Comité central avait bien envoyé ses délégués prendre les ministères : Varlin et Jourde aux Finances, Eudes à la Guerre, Duval et Raoul Rigault à la Préfecture de police, etc. Mais malgré les interventions de Duval et des blanquistes, la marche sur Versailles n'eut pas lieu dès le 18 mars, comme ils le proposaient. Elle ne se fit que le 3 avril, et dans des conditions désastreuses!

Le 18 mars, le Comité central déclarait :
« Le prolétariat a compris qu'il était de
son devoir impérieux et de son droit absolu de prendre en mains ses destinées, et
d'en assurer le triomphe en s'emparant du
pouvoir. »

Mais le pouvoir bourgeois existait encore, à Versailles et ailleurs. Et l'enthousiasme qui déferlait sur le Paris révolutionnaire, au soir de sa facile victoire, ne devait pas faire illusion : ce soir-là commençait aussi une lutte à mort entre le premier pouvoir des travailleurs et les forces de la réaction qui ne s'étaient retirées à Versailles que pour mieux l'étrangler.

Pierre BUISSON.



(Photo Viollet.)



#### LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

# THUMANITÉ ROUGE

L'Humanité Rouge du 4 mars renouvelle son opposition à la participation à ces élections. On peut lire dans l'éditorial, sous le titre : « Que l'électoralisme ne dissimule pas le processus de fascisation », les lignes suivantes :

Dès son premier numéro, notre journal a dénoncé le processus de fascisation pratiqué depuis mai-juin 1968 par la bourgeoisie au pouvoir; elle l'a dénoncé un temps seule, soulevant même les quolibets de certains qui, depuis lors, se sont rendus à l'évidence.

Ce processus consiste à habituer l'opinion publique à la répression ouverte et violente, aux perquisitions et arrestations des adversaires du capital, aux lourdes condamnations, à la violation constante de sa propre légalité par la bourgeoisie. Ne croyons surtout pas qu'Hitler a pris le pouvoir par un seul coup de force; la montée du nazisme se réalisa à travers un long processus : on habituait le peuple allemand à la violence répressive et... on le faisait voter!

Il est clair que le barrage au fascisme ne réside pas dans les alliances électorales au sommet, mais dans l'unité prolétarienne totale de la classe ouvrière, à la base et dans l'action.

.. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. ..

Dès son ouverture officielle, la fusillade de Puteaux a placé la campagne des élections municipales sous le signe du fascisme.

Les marxistes-léninistes dénoncent la duperie de l'électoralisme : ce n'est pas avec des bulletins de vote que le peuple, classe ouvrière en tête, abattra ses exploiteurs et oppresseurs capitalistes.

Le pouvoir n'est pas dans les urnes, il est dans la rue, dans les usines, dans les campagnes; il est dans le mouvement révolutionnaire de masse dirigé par son avant-garde prolétarienne marxiste-léniniste.

Tous ensemble contre la fascisation!

Le peuple de France vaincra les monstres qui cherchent à l'écraser!



Dans l'éditorial « En un combat douteux » de Tribune Socialiste du 4 mars, Georges Gontcharoff explique les raisons des diverses alliances électorales du P.S.U. :

Nous avons voulu que la ligne définie nationalement de manière démocratique soit suivie par tous, et le contrôle de la Direction nationale sur les sections et sur les fédérations s'est effectué de manière efficace.

Car partout nous présentons le même visage en dépit de la diversité des alliés. Ce sont sur les mêmes bases politiques relatives au rôle des municipalités et à la limite des alliances que nos sections ont négocié partout. Dans toutes les communes nous avons présenté des textes voisins et si nous avons recueilli des réponses contradictoires, c'est parce que nos partenaires n'ont pas présenté la même cohérer e. En effet, si dans certaines villes, neus sommes alliés avec le P.C. et non avec le P.S., c'est que l'un a fini par comprendre notre argumentation, a signé avec nous un protocole d'accord que nous estimons correct et qui reprend parfois, mot pour mot, les termes de l'accord national qui

aurait pu être signé avec les communistes, si ceux-ci n'étaient pas revenus en arrière, et que l'autre n'a pas voulu venir sur cette ligne. Si dans telle autre ville nous sommes alliés avec le P.S. et non avec le P.C., c'est que la situation était inverse, non à partir d'un marchandage électoral, mais à partir du critère essentiel que nous avons exigé : celui des bases politiques. Dans les cas les plus nombreux nous n'avons obtenu de réponse satisfaisante ni du P.C. ni du P.S. Quand nos forces locales nous le permettaient, nous avons donc envisagé d'aller à la bataille avec des alliés locaux, politiques ou non, syndicalistes, animateurs populaires, parfois des G.A.M. quand leur option socialiste, et leurs personnalités, étaient sans ambiguité. Ces listes d'union populaire qui comportent quelquefois la présence de Lutte Ouvrière seront en définitive de loin le « cas figure » le plus fréquent.

En définitive, ces affrontements parfois difficiles, nous ont apporté une importante clarification politique et manifestent, sur ce terrain dangereux, la cohérence de nos militants. Nous présentons moins de candidats, nous ne courrons pas après les sièges, mais il nous semble que nous compensons largement en qualité, c'est-à-dire en signification politique, ce que nous acceptons de ne pas gagner en quantité, c'est-à-dire en compromissions.

#### TROIS NOUVEAUX PÉRIODIQUES D'EXTRÊME-GAUCHE



Jeunesse Rebelle est le « journal national des cercles rouges et des cellules lycéennes de la Ligue Communiste ». Le numéro 1 est consacré presque exclusivement à « l'explosion lycéenne » consécutive à l'affaire Guiot. Jeunesse Rebelle définit ainsi sa tâche et ses objectifs :

Léninistes, nous pensons que les lycéens doivent déterminer démocratiquement leurs objectifs de lutte, leurs mots d'ordre. Nous nous sommes, pour notre part, regroupés au sein des cercles et Comités rouges, qui ont participé, et souvent même, animé les mouvements de masse (Cf p. 2). Sur la base de notre intervention, et de la justesse de nos propositions lors des luttes, des centaines de lycéens nous rejoignent : ils s'organiseront autour de Jeunesse Rebelle. Les cercles rouges lycéens déjà constitués se serviront de ce journal pour faire connaître l'expérience des cercles rouges dans les autres régions de France, et pour lui faire parvenir leurs propres expériences.

Mais si des centaines de lycéens nous rejoignent aujourd'hui, en accord avec les positions marxistes-révolutionnaires que nous défendons, il en est des dizaines de milliers qui, sensibilisés par le mouvement, veulent continuer le combat, sans toutefois franchir le pas de l'adhésion au cercle rouge. Ces militants,

nous devrons les regrouper dans des comités de lutte larges, unitaires, au sein desquels ils feront leur propre expérience militante, et où nous interviendrons avec des propositions d'action cohérentes.

Les comités de lutte seront l'instrument de notre combat.

Les cercles rouges les impulseront, les animeront.

JEUNESSE REBELLE les y aidera.

#### 4 MILLIONS DE JEUNES TRAVAILLEURS

« Quatre millions de jeunes travailleurs », dont le premier numéro date de février est un mensuel, organe de l'O.J.T.R. (Organisation des Jeunes Travailleurs Révolutionnaires), soutenu et inspiré par le P.S.U. Dans un « Manifeste de l'O.J.T.R. » on peut lire :

L'organisation est ouverte à tous les jeunes travailleuses et travailleurs, sans distinction de convictions philosophiques ou religieuses, qui veulent lutter pour la révolution socialiste, dans les perspectives que nous venons de tracer. Elle est organisée localement en comités de J.T. qui conduisent et animent les luttes. Pour les unifier, notre organisation s'est donnée démocratiquement des instances politiques nationales.

L'O.J.T.R. s'inscrit dans la ligne de la jeunesse socialiste et révolutionnaire. Nous affirmons avec vigueur nos conceptions internationalistes en contribuant au soutien matériel et politique des luttes révolutionnaires et de libération, ainsi qu'à la construction d'une Nouvelle Internationale des Jeunes Socialistes et Révolutionnaires.

#### RÉVOLUTION

Révolution, dont le premier numéro est daté de mars 1971, consacre nombre de ses articles à définir ses positions à l'égard du mouvement gauchiste, de la situation sociale, du Secours Rouge, des élections municipales, de la lutte anti-impérialiste, etc...

Sous le titre « Pourquoi Révolution », ce nouveau journal écrit notamment :

« Révolution » est une organisation révolutionnaire constituée par les militants de la tendance minoritaire de la Ligue Communiste qui ont quitté cette organisation alors qu'était engagée contre eux une procédure d'exclusion. Une scission, rendue inévitable par l'ampleur des divergences... mais immédiatement suivie d'un processus de fusion avec le Groupe Révolution de Marseille.

« Révolution » est une organisation révolutionnaire qui lutte pour la construction du Parti Révolutionnaire, mais qui ne se prend pas pour le noyau du futur Parti. Et, puisqu'aucune organisation n'affiche ouvertement cette prétention, mais que toutes agissent comme si elles étaient le Parti à l'état d'embryon : « Révolution » entreprend, dès sa constitution, de faire des propositions pour la constitution d'un Front de la Gauche Révolutionnaire.

« Révolution » lutte pour la construction d'une Internationale révolutionnaire en posant, à travers un débat organisé avec d'autres forces politiques en Europe et dans le monde, les jalons politiques et organisationnels des nouvelles avant-gardes.

« Révolution » est une organisation révolutionnaire, fonctionnant et agissant selon le principe du centralisme démocratique, composée de militants qui se réclament du léninisme.

#### A PROPOS DE LA SITUATION EN INDOCHINE

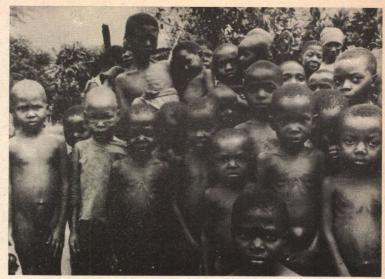
#### le prolétaire parti communiste international (programme communiste)

« Le Prolétaire » du 1° mars écrit dans son éditorial « Du Viet Nam à la Pologne », les lignes suivantes :

L'extension de la guerre dans la péninsule indochinoise confirme un diagnostic pour nous ancien, mais qu'il faut avoir la fermeté de rappeler, aussi amère qu'en soit la vérification : la recrudescence du brasier vietnamien n'est pas un symptôme de dilatation d'une « crise révolutionnaire » mais la preuve au contraire de son inexistence. Le fait que les contradictions du monde impérialiste ne l'affectent encore qu'à sa périphérie est la conséquence — comme nous le répétons depuis longtemps — d'une durable mise hors de combat du prolétariat international et de son impuissance à agir comme force de classe là où son intervention serait décisive pour toutes les luttes et révolutions du monde entier : au cœur des grandes métropoles impérialistes.

#### Le problème de la faim n'est pas dû à des causes techniques

# LA REVOLUTION VERTE



Ils sont des centaines de millions de par le monde que la loi du profit condamne à la famine. (Photo U.P.I.)

'EST ainsi qu'on a baptisé les travaux de l'agronome Norman E. Borlaug, qui a reçu en 1970, le prix Nobel de la Paix, pour avoir découvert de nouvelles variétés de céréales.

Grâce à tout un travail d'amélioration génétique, par hybridation surtout mais aussi par d'autres procédés, des variétés ont été découvertes dont le rendement est de deux à trois fois plus élevé que les rendements habituels. Mais surtout ces variétés donnent des grains dont la teneur en protéines est élevée et contiennent certains acides aminés indispensables c'est-à-dire des acides aminés que l'homme doit obligatoirement trouver dans sa nourriture car son organisme est incapable de les synthétiser.

Or les 50 millions d'hommes qui vont mourir de sous-alimentation en 1971, mourront faute d'une nourriture suffisante en quantité mais surtout faute d'une nourriture contenant précisément ces acides aminés.

Et d'aucuns voient dans les découvertes de Borlaug et de tous ceux qui participent à ces travaux, l'espoir de changer radicalement cet état de choses, l'espoir de voir l'humanité vaincre la faim grâce à la « révolution verte ».

Or c'est un espoir qui sera forcément déçu. Sans vouloir diminuer la portée de ces découvertes, il convient tout de même de remettre les choses sur leurs pieds.

Si des millions d'hommes meurent de faim chaque année, ce n'est pas à cause de problèmes techniques ou agronomiques. Jamais l'humanité n'a eu à sa disposition tant de produits et tant de richesses.

En 1958 la production mondiale était — et elle a augmenté depuis — de 7.000 Mq (millions de quintaux) de céréales, de 280 Mq de poissons, de 350 Mq

de viande, ce qui représente pour chacun des 3 milliards d'habitants du globe au même moment : 600 g par jour de céréales, 26 g de poisson et 30 de viande, sans compter les œufs, le lait et la volaille. On le voit une répartition égalitaire assurerait à chacun le minimum vital et même plus. Le problème n'est pas technique mais politique.

Au siècle des communications planétaires et interplanétaires, au siècle où des milliers de kilomètres peuvent être franchis en quelques heures par des avions supersoniques, l'humanité est loin de former un tout homogène où chaque individu est considéré comme un membre de plein droit de la communauté des hommes.

Jamais le monde n'a été si divisé, si inégal, si peu universaliste. Une poignée de nations « riches » riches parce qu'une très légère avance historique leur a donné, à un moment précis de l'Histoire, la possibilité de piller sans contrainte les autres nations du - maintient sa domination économique sur les deux tiers du globe ainsi appauvri! Parce que pour que tournent les entreprises US, britanniques ou françaises, il faut vider de leurs richesses en énergie, minerais ou matières premières des continents entiers, contraints de vendre à des prix dérisoires... Parce que c'est la société des hommes qui est mise en coupe réglée pour le profit de quelques-uns. Parce qu'on ne produit pas pour satisfaire les besoins des hommes, mais pour vendre, pour le Marché! Parce que dans le système capitaliste, il n'y a pas d'hommes qui comptent, il n'y a que des « pouvoirs d'achat », des « forces productives »!

Parce qu'on vit dans un monde fou et barbare, condamné par ses propres contradictions à des crises de surproduction et des guerres insensées.

Et que dans ce monde, toutes les découvertes, y compris celles de Borlaug ne peuvent être estimées qu'en termes de rentabilité et de profit.

En effet, ces nouvelles variétés exigent pour donner effectivement la production que l'on peut en escompter, des méthodes de culture modernes utilisant en abondance les engrais, que les populations de paysans affamés des pays sous-développés sont bien incapables d'avoir. Les seuls qui pourraient acheter et utiliser ces semences de qualité seraient les riches propriétaires qui, bien sûr, ne les mettraient en culture de façon moderne qu'à condition d'en tirer un substantiel profit. Ceci déjà est improbable puisque des tonnes de céréales sont détruites chaque année pour maintenir des cours élevés. Mais même si cela était, ce profit ne pourrait être réalisé qu'en vendant au prix fort à l'intérieur, ce qui est impossible - ce ne sont certes pas ceux qui meurent de faim qui pourraient acheter — ou en vendant en grande quantité sur le marché mondial — et ce ne sont toujours pas ceux qui meurent de faim qui en profiteraient.

Et voilà comment dans cette société capitaliste, tout ce qui pourrait servir aux hommes n'est retenu ou rejeté qu'en fonction du profit qu'il peut rapporter.

La révolution verte, comme toutes les révolutions techniques, ne peut avoir de portée ou d'avenir que dans le cadre de la révolution sociale nécessaire, celle qui arrachera aux possédants la conduite de l'économie et de la société et qui permettra enfin à tous les savants, tous les ingénieurs, chercheurs et agronomes de mettre leur cerveau et leurs efforts au service de l'humanité tout entière.

Françoise BANIAN

# L'ÉGLISE "NEW-LOOK"

ECIDEMENT, l'Eglise se libéralise Désormais pour oindre les
vouailles il ne sera plus obligatoire d'utiliser l'huile d'olive. On
pourra se servir d'une huile de fabrication locale. Au Sénégal, par exemple,
l'huile d'arachide. C'est le côté « tiersmondiste » : le vent de la « zone des
tempêtes » afro-asiatique pourra désormais souffler librement dans les soutanes.

Par ailleurs, l'Eglise sera moins dure en matière d'excommunication. Les excommuniés auront droit à une sépulture religieuse, la sanction ne s'étendant pas après la mort! Il n'y aura plus non plus de ces excommuniés à qui un bon chrétien ne peut adresser la parole.

Il serait même question de réhabiliter les grands hérétiques du passé. Protestants et catholiques pourront alors échanger leurs expériences, les uns ayant obligé Galilée à se renier pour avoir affirmé que la terre tournait, les autres ayant fait griller tout vif Michel Servet.

A. B

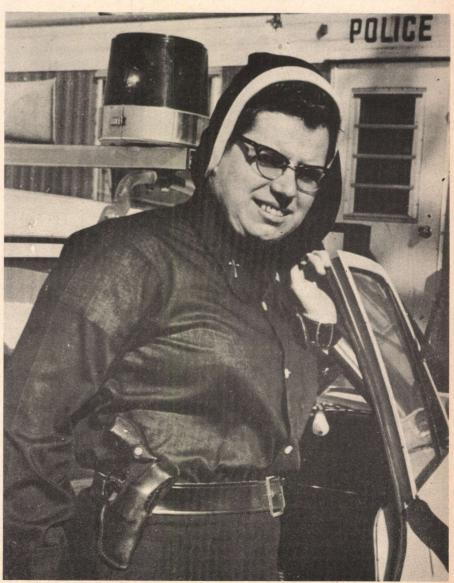
#### Enquête sur les bonnes œuvres de l'Eglise ou charité bien ordonnée...

NE enquête ouverte par le juge Luciano Infelsi dévoile petit à petit aux yeux de l'opinion publique le scandale des établissements pour enfants dans la province de Rome. Le dépouillement de 40 dossiers sur les 286 représentant le nombre d'établissements existants a montré que 18 n'avaient aucune existence réelle. Pour deux autres, les carabiniers sont tombés sur... deux casernes. Dix-huit enfin fonctionnaient sans autorisation légale, mais n'en recevaient pas moins des subsides de l'Etat.

Car là réside le fin mot de l'histoire, là se trouve l'explication de ce scandale qui n'est pas le premier, et de loin, ni le dernier. La presse rapportait entre autres détournements de fonds ceux en particulier destinés à de jeunes tuberculeux et c'est

ainsi qu'obéissant avec ferveur aux paroles du Christ commandant de laisser venir à lui les petits enfants, ces religieux membres de l'Eglise ou de congrégations les ont fait venir... pour ensuite mieux les abandonner et empocher les sommes qui leur étaient destinées.

Pour l'instant, un prêtre et un séminariste ont été arrêtés pour violences sexuelles envers mineurs. Mais nul doute qu'en fin d'enquête sur ces ecclésiastiques la liste sera longue... et embarrassante pour les autorités qui, pour l'instant, continuent de protéger les ouailles et continuent d'évoquer « l'œuvre généreuse de l'Eglise pour la protection physique et morale de la jeunesse » !



Sœur Mary Cornelia est membre des Sœurs de la Divine Providence. Elle est aussi officier de police et a préféré abandonner le chapelet pour le colt :

« à genoux mon fils ou je dégaine! » (Photo U.P.I.)

J. D.



# CHEFS, CHIOURME, BRIMADES ET MESQUINERIES

#### la garde-chiourme du Détail

• CARBONE-LORRAINE (Gennevilliers - Hauts-de-Seine)

Au Détail, sans doute pour nous faire rattraper la prétendue baisse du point-heure de janvier, on nous fait travailler encore plus vite qu'habituellement. En fait, les chefs peuvent nous dire ce qu'ils veulent aussi bien : « Vous n'avez pas fait la moyenne », que « Vous avez fait plus que la moyenne ». Nous ne pouvons que répondre : « C'est possible », car nous n'en savons rien. Tout ce que nous savons c'est qu'il faut produire le plus vite possible et ne pas perdre un seul instant. S'il nous arrivait de l'oublier, les chefs seraient là pour nous le rappeler. Car les deux compères du Détail, bien connus dans l'usine, ne ratent pas une occasion de se signaler à nous avec leur « gentillesse » coutumière.

Ces deux minables se sont sans doute jurés de faire régner la terreur dans l'atelier. S'ils n'y arrivent pas ce ne sera pas de leur faute. Car ils y mettent de la bonne volonté. S'il nous arrive de parler avec notre voisin, ou de nous absenter un peu de notre place (que ce soit pour aller aux w.-c. ou au distributeur de boissons), ou de nous laver les mains cinq minutes avant l'heure, ou bien tout autre chose qu'ils jugent comme acte d'indiscipline, les voilà qui rappliquent tels des bêtes fauves.

Nous en avons assez de les voir tourner autour de nous et de les entendre pousser leurs coups de gueule. S'ils veulent exercer leurs belles voix d'hommes préhistoriques ils n'ont qu'à aller dans les cavernes des montagnes. Nous les y laisserons se défouler en paix. Mais en attendant, nous leur signalons que nous en avons par-dessus la tête de nous faire traiter comme des chiens, et qu'ils pourraient d'ici peu se faire clouer le bec!

#### assez de la chiourme!



NOUVELLES GALERIES (Clermont-Ferrand).

A la suite du dernier inventaire, la Direction aurait découvert un énorme déficit... Aussitôt sans plus chercher à comprendre, les soupçons se sont portés sur le personnel.

Inspecteurs, surveillants et chefs ont été chargés de nous « avoir à l'œil » et de multiplier les conseils : on nous recommande en particulier de surveiller les clients! Mais nous ne voyons pas comment nous pourrions à la fois vendre un tube de dentifrice, faire payer le client et voir ce qui se passe à l'autre bout du rayon. De surcroît, ces messieurs nous ordonnent d'ouvrir nos sacs à la sortie. Cela est into-lérable.

Il est possible que la Direction ait du déficit mais nous n'en sommes pas responsables et ce n'est pas une raison pour nous rendre la vie impossible.

#### rentrez-vous ça dans le crâne

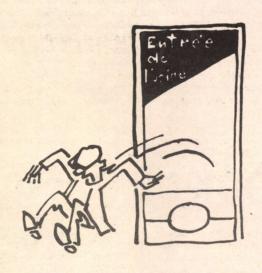
• BRONZAVIA (Courbevoie).

Mercredi dernier, à l'heure de la rentrée, la porte à bascule a causé un accident : un de nos camarades rentrait au moment où elle était mise en action pour sa fermeture... 3 minutes avant la sonnerie fatidique! Et il a pris le rebord de la porte en plein front ; ce sont nos vendeurs qui, présents, l'ont re-

A noter les réflexions pour le moins peu sympathiques du jeune gardien, qui croit sans doute faire du zèle en fermant la porte avant l'heure : « Ces c...-là, quand ils arrivent, ils dorment encore! ». Lui n'est peut-être pas un endormi, mais ça ne l'empêche pas d'être un abruti au service du patron...

Notre camarade n'a pas été trop gravement atteint, mais il aurait pu... Là encore, ce genre d'accident peut être grave : il n'y a aucune sécurité à la fermeture à cette porte ; pour la direction, il n'y en a pas besoin sans doute!

Et puis, ça commence à bien faire, cette manie de fermer la porte avant l'heure, nous obligeant à courir pour ne pas arriver en retard, au risque de nous fendre le crâne!



#### **LICENCIEMENTS**

#### un licenciement particulièrement scandaleux!

• E.G.F. (Distribution Centrale Paris).

À la coopérative, une vendeuse ayant près de soixante ans a été licenciée après huit ans de service. Il lui a été reproché de ne pas servir la clientèle assez rapidement et d'avoir été absente six mois dans

On oublie bien entendu que cette absence est en rapport direct avec ses conditions de travail. En effet, cette personne a dû subir une opération des jambes en raison d'une station debout pénible tous les jours.

Mais comme si ce licenciement n'était pas en luimême suffisamment scandaleux, cette travailleuse s'est vue refuser en plus les 2 heures par jour qui lui étaient dues légalement pour chercher un autre emploi. Et pour clore le tout, on ne lui a payé qu'un mois de préavis, au lieu de deux. Quant à ses vacances, elies ont été calculées à partir du mois d'août au lieu du mois de mai.

Voilà de quelle manière on traite les travailleurs à la coopérative! Vieux ou jeune, malade ou pas, le seul critère est celui des plus gros bénéfices. Un patron du 19" siècle n'aurait pas fait mieux!

#### CONDITIONS DE TRAVAIL

#### nous en avons assez des postes non tenus, exigeons des équipes complètes

• S.N.C.F. (Dijon).

La compression du personnel se fait de plus en plus sentir à Perrigny-Gevrey. Il manque actuellement plus de vingt agents au Triage de Gevrey, ceci sur un effectif déjà plus qu'insuffisant. Et cette pénurie croissante se traduit par un nombre incalculable de postes non tenus, surtout parmi le personnel de la « Manœuvre ».

Cela veut dire que régulièrement à la prise de service, il manque 2 ou 3 agents sur l'effectif réel, que l'on débranche à 8 ou 9 enrayeurs au lieu II, alors que le graphique de service (2P2) affiche bien des équipes au complet! C'est donc officiellement maintenant que la direction, par l'intermédiaire et la complicité du secrétariat (C.P.S.) dirigé par M. Bergal, se permet de ne pas remplacer les agents malades, en congé, détachés ou à une école.

Et le travail de ces agents non remplacés, c'est nous tous qui nous le partageons chaque jour en plus de notre travail et au détriment de notre sécurité.

Quand on sait qu'en plus le trafic augmente constamment, il n'est pas étonnant de voir que le travail se fasse dans des conditions si désastreuses, entraînant des chocs et des déraillements quotidiens. Et ce ne sont pas les quatre nouveaux embauchés qui combleront l'énorme trou!...

Il apparaît donc de plus en plus clairement que la S.N.C.F. a fait un choix : réduire son personnel, quelles qu'en soient les conséquences. Qu'elle puisse les supporter elle, ce n'est pas notre affaire, mais nous, nous ne devons pas l'accepter plus longtemps.

Exigeons des équipes au complet!

#### la Direction se moque de notre santé

• E.G.F. (Distribution Centrale Paris).

Le mercredi 17 février, une centaine d'entre nous ont été victimes d'une intoxication alimentaire par la cantine. Malades, nous nous sommes rendus pour la plupart, au dispensaire où l'on nous a prodigué de vagues soins, avant de nous renvoyer à notre travail.

D'autres, plus atteints, se sont vus renvoyés chez eux, la salle de repos ne comportant que 3 ou 4 lits. Ces camarades ont ainsi dû se débrouiller seuls pour se faire soigner à l'extérieur et pour regagner leur domicile, certains obligés de prendre des taxis.

Encore une fois, nous avons dû faire l'expérience du manque total d'organisation des services médicaux et de leur incompétence, dus il est vrai à l'insuffisance des moyens en personnel et en matériel.

Faudra-t-il attendre que tous les membres de la Direction soient intoxiqués pour que nous ayons enfin droit à des services médicaux dignes de ce nom ?



# Le racisme des chefs

E Département 38 (petites presses à emboutir et soudeuses) est un des secteurs de l'usine où les conditions de travail laissent le plus à désirer. 85 % des ouvriers de ce Département sont des immigrés, principalement Nord-Africains et Yougoslaves.

Une bonne partie de la maîtrise traite ces travailleurs avec mépris et certains affichent ouvertement leur racisme. Récemment un travailleur africain qui a de grosses difficultés pour s'exprimer en français a refusé de travailler sur une machine. Cela se passait en début de journée et ses chefs l'ont renvoyé chez lui le privant ainsi d'une journée de salaire.

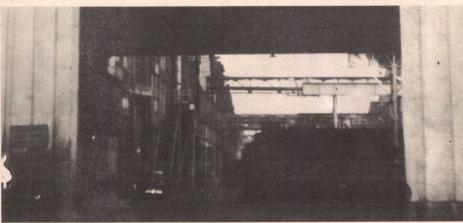
D'ordinaire, cet ouvrier fait sa produc-

tion sur les différentes machines où il passe et s'il a refusé d'aller sur une machine c'est précisément parce qu'on lui demandait d'effectuer un travail où il faut se servir de sa main gauche, main qu'il a eu accidentée à l'atelier.

Cela son chef d'atelier n'a pas cherché à le savoir. Pour lui, il faut que l'on obéisse un point c'est tout (il faut dire qu'il a fait carrière dans l'armée avant de venir chez Renault).

Le comble, c'est que cet individu, non content d'avoir privé un travailleur de son gagne-pain en rajoute, il a fait un rapport pour que l'ouvrier soit sanctionné à nouveau.

Correspondant L.O.



(Photo L.O.)

#### AUX ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE (Paris) :

### ÉLUS DE JUSTESSE

PRES les élections de délégués titulaires au Comité d'Entreprise des
Assurances Générales de France,
les 27 et 29 janvier (que nous rapportions dans un de nos numéros précédents), les 24 et 26 février derniers se
déroulaient les élections des délégués
suppléants.

Le nombre d'abstentions, de bulletins blancs ou nuls un mois auparavant, reflétant le peu d'enthousiasme que soulevaient ces élections, et le peu de confiance aussi que manifestent les employés
vis-à-vis des syndicats, avaient rendu ces
derniers extrêmement inquiets. Leur campagne électorale, tout particulièrement
pour la C.G.T., fut menée à grand renfort
de calomnies contre les militants révolutionnaires de l'entreprise, et plus spécialement contre des militants de notre ten-

Toutefois, malgré ses efforts pour discréditer des militants, les résultats des élections témoignaient une fois de plus du peu de crédit dont jouissent les directions syndicales dans l'entreprise.

En effet, au Collège Vie Employés, le quorum n'était atteint qu'à dix voix près. Sur 2.074 inscrits, seuls 1.047 suffrages furent valablement exprimés, soit 49,5 % d'abstentions, de builetins blancs ou nuls! La C.F.D.T. obtenait deux sièges, F.O. un siège, la C.G.T. un siège et la C.F.T.C. aussi. Au Collège Accidents Employés, d'autre part, sur 4.448 inscrits, seuls 2.633 furent valablement exprimés donnant deux sièges à la C.G.T., deux sièges à F.O. et cinq sièges à la C.F.D.T.

Il faut signaler qu'au dépouillement, les responsables syndicaux, dont certains d'ailleurs n'avaient pas hésité à se représenter aux suffrages des employés après avoir été rayés et black-boulés lors des élections des délégués titulaires, manifes-

tant par là le peu de cas qu'ils faisaient de l'opinion du personnel, passaient par toutes les angoisses. Le quorum seraitil atteint ou pas ? Seraient-ils élus ou non ? Ils tentèrent souvent d'accepter comme valables des bulletins qui d'ordinaires sont considérés comme nuls : bulletins déchirés, découpés, etc.

Mais quelles qu'aient été leurs manœuvres, il reste que ces élections témoignèrent une nouvelle fois du manque de confiance dont ils jouissent auprès des employés.

Correspondant L.O.



#### ELF-RE (Paris XVE) :

# MÊME L'OXYGÈNE EST HIÉRARCHISÉE

Elf-Re, tout est hiérarchisé : les indemnités de logement et de scolarité, les congés et les remboursements kilométriques :

avec un taux pour les ETAM (employés-techniciens-agents de maîtrise), un taux pour les ingénieurs, ou même quatre taux : « petits » ETAM, « gros » ETAM, petits ingénieurs, gros ingénieurs...

Certaines choses sont même doublement hiérarchisées, comme la prime de rendement : cette prime est au pourcentage (très variable) du salaire. Or, les salaires sont eux aussi très étalés. Le résultat est clair : un ETAM au groupe 2 touche 50 F de prime mensuelle, quand l'ingénieur échelle 10 touche 2.500 F!!

Il y a mieux : des notes de service

viennent de réduire l'espace vital des ETAM à 2/3 de « module » (largeur de façade correspondant à une fenêtre), celui des ingénieurs étant de un ou deux « modules » selon le grade. Ce n'est certes pas tout à fait nouveau, mais l'espace vital des ETAM est passé des quatre cinquièmes aux deux tiers de module.

Cela aboutit à des situations invraisemblables : mettez trois secrétaires avec leurs bureaux dans deux modules et il ne reste plus d'espace libre au

Dans le même temps les directeurs et patrons dont la présence n'est pas toujours effective, se sont vus attribuer des bureaux à trois ou quatre modules avec moquette...

Correspondant L.O.

#### NOUVELLES GALERIES (Lille) :

# Chômage, insécurité de l'emploi... bénéfice net pour les patrons

EST pour 760 F mensuels nets que l'on est embauché comme manutentionnaire aux Nouvelles Galeries de Lille, soit au magasin, soit au dépôt de Flers.

Au dépôt, il y a une dizaine de jeunes, embauchés sous contrat pour un ou deux mois, pouvant être licenciés n'importe quand sans motif ni préavis. Bien rares sont ceux qui arrivent à leur troisième contrat sans avoir été licenciés; plus rares encore sont ceux qui passent titulaires.

Par ce moyen la Direction évite de faire bénéficier ses ouvriers des différents avantages, primes et treizième mois, accordés aux titulaires. D'autre part cela lui permet de contrôler et de faire pression sur les jeunes qui ne peuvent ni s'organiser syndicalement ni défendre leurs revendications notamment sur les salaires trop bas, le manque de personnel (qui est en perpétuel changement), et les problèmes de sécurité

Ceux-ci ne manquent pourtant pas : dernièrement, au milieu de l'encombrement général, un camarade qui tirait un chariot a frôlé un extincteur, qui lui est tombé sur le dos, attaches murales comprises. On imagine ce qui aurait pu se passer si la tête avait reçu l'appareil. Depuis, l'extincteur a disparu; il ne gênera plus personne. Oui, mais en cas d'incendie?

Quant à l'encadrement des jeunes, aux Nouvelles Galeries, il est particulièrement soigné: anciens militaires et anciens flics se partagent les postes de chefaillons et de concierge. Quant aux directeurs et aux cadres supérieurs, le personnel a eu il y a quelque temps le plaisir de les entendre discuter une heure pour savoir s'il fallait coller les étiquettes avec de la colle ou du ruban adhésif.

Ce sont toutes ces conditions de travail que l'on doit accepter quand on est chômeur dans le Nord, pour pouvoir subsister quelques mois. Les patrons, responsables du chômage et de l'insécurité de l'emploi en sont aussi les premiers bénéficiai-

(Correspondant L.O.)

# Mécontentement à la C.R.A.M.P. (Paris XIX<sup>e</sup>)

la Caisse Régionale d'Assurance Maladie de Paris, règne depuis quelques jours une certaine effervescence.

Mercredi 3 mars, les employées du Central Mécano de l'Agence Comptable (elles sont 7), appuyées par la C.F.D.T., ont débuté une grève illimitée. Cette grève est provoquée en particulier par les conditions de travail intolérables (elles travaillent sur des machines très bruyantes et aucun système d'insonorisation n'a été prévu!). Sur cela vient se greffer une revendication vieille de trois ans portant sur la parité des coefficients avec les autres organismes de Sécurité sociale et d'Allocations familiales.

Cette grève gêne particulièrement la

direction car elle bloque l'envoi des pensions invalidité et des rentes accidents du travail hors échéances. Cependant, à l'heure où nous écrivons, aucune réponse favorable, tant sur les conditions de travail que sur les coefficients n'a été donnée, et la grève continue.

Cette grève a donné des idées aux employées des autres services. Les employées du Central dactylographique du Courrier général (une vingtaine) se rendaient toutes jeudi matin à la Direction pour rappeler leurs revendications : conditions de travail, bruit, manque d'effectifs, revalorisation des coefficients. En attendant satisfaction, ce service a entamé une grève du zèle

Puis d'autres revendications ont réapparu dans d'autres services : le mécontentement fait boule de neige.

Pour enrayer un trop fort mécontentement, la direction a décidé de convoquer une délégation extraordinaire du personnel vendredi 12 mars, afin de régler tous les problèmes en suspens depuis plusieurs mois.

C'est là un premier recul face aux actions du personnel. A la CRAMP, la direction faisait de plus en plus la sourde oreille aux revendications présentées par les syndicats. Il a suffi d'un petit mouvement, pour la réveiller. Mais il en faudra sûrement plus pour la faire céder.

Correspondant L.O.

#### AU C.E.G. DE CREMIEU (Isère) :

# "Chef-d'œuvre en péril"

ANS la « cité médiévale » de Crémieu dans l'Isère, élèves, maîtres, personnel d'encadrement et de service du C.E.G. sont accueillis... dans un ancien couvent fondé en 1821, le couvent de Sainte-Ursule de la rue du Marché-

7

La baisse des vocations sans doute en fit une école maternelle, puis une école communale de filles, un cours complémentaire de garçons, un cours complémentaire de filles, avant qu'il ne s'installe voici trois ans dans son utilisation actuelle : celle de C.E.G.

Près de 300 élèves, s'échelonnant de la 6° à la 3° en 11 classes souvent subdivisées en différentes sections, doivent se répartir dans une douzaine de salles en dur et plusieurs préfabriquées. Ce qui n'est pas une mince

Rien d'étonnant que chaque mouvement de classes se fasse dans l'animation d'une fourmilière dérangée, bien que des études aient lieu inconfortablement installées autour des tables... du réfectoire.

Ces classes sont en mauvais état : les portes ferment mal, certaines cloisons sont fissurées; les bureaux sont délabrés, sans confort, rarement conformes à la taille de l'élève.

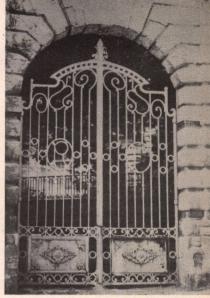
Le clou, c'est l'ancien dortoir garcons transformé en deux classes mises bout à bout : pour se rendre dans l'une, il faut traverser l'autre! Situées au deuxième, la fragilité du plancher demande beaucoup de prudence (trop d'élèves pourraient le faire effondrer)...

#### Bloqué par le froid

A la rentrée de janvier, notre vénérable C.E.G. fut, lui aussi, bloqué pendant trois jours par le froid intense de l'époque. Le mazout manquant pour alimenter la chaudière du bâtiment qui abrite les dortoirs et la plupart des classes, les cours ne purent être assurés dans les classes glaciales.

Les externes et les demi-pensionnaires furent partiellement renvoyés chez eux mais le rectorat refusa de fermer l'établissement : les internes restèrent et dormirent dans les dortoirs frigorifiés.

Dans les classes préfabriquées, la température très basse difficilement entretenue par les poêles ne permit



(Photo L.O.)

pas les cours pendant plusieurs jours; les oiseaux exotiques et les poissons de la classe de sciences qui commençaient à geler furent sauvés de justesse.

#### Les joies de la pension

Chaque jour à midi, 225 demi-pensionnaires et internes mangent aux réfectoires bien trop petits pour tant de monde. Aussi les élèves doivent se serrer à 11 autour de tables prévues pour 8... Les cuisinières font des prouesses pour préparer chaque midi 250 repas dans leur petite cuisine.

Les pensionnaires connaissent d'autres plaisirs, en particulier la vingtaine de garçons bénéficient du

#### régime spécial : les lavabos ainsi que les W.C. se trouvent au second, le dortoir au rez de-chaus ée... de l'autre côté de la cour.

### L'incurie au pouvoir

Signalons aussi en passant l'absence totale de contrôle médical pour les élèves, l'absence d'infrastructure sportive pour la gymnastique, l'absence de foyer pour les internes.

Le personnel est à la même enseigne : la quinzaine d'enseignants doit se contenter pour salle des professeurs d'une sorte de couloir clos par un rideau. Au C.E.G., à l'école primaire, certains logements longent des classes.

L'incurie du pouvoir responsable de la gestion de l'Education nationale est totale : le fonctionnement du C.E.G. n'est pratiquement subventionné par personne. La législation du C.E.G. est telle que non nationalisé (il appartient à la mairie), il est à la charge de la Directrice qui a la responsabilité financière de la ges-

Aussi il arrive qu'aux repas les parts soient strictement mesurées tandis que les cuisinières sont payées au minimum vital du S.M.I.C. L'absence de crédit qui réduit le personnel de service à la portion congrue oblige les élèves à assurer eux-mêmes une grosse part de l'entretien de l'établissement : balayage des classes, des réfectoires, des dortoirs, des cours de récréation, etc...

Les parents font aussi les frais de la grande misère de l'enseignement en payant eux-mêmes les études surveillées par de jeunes bacheliers de Crémieu puisque l'Education nationale ne daigne pas nommer les surveillants d'externat nécessaires.

Au terme de la visite de notre excouvent par un notable de la haute administration venu juger s'il était vraiment indispensable de construire le nouveau C.E.S. promis depuis une dizaine d'années, la réponse fut encore un refus : les crédits étaient nécessaires pour Grenoble... et il n'y en avait pas suffisamment pour penser aussi à Crémieu.

Sans doute Crémieu a-t-il le tort d'être situé à quelques 90 km de Grenoble, à la limite du département de l'Isère; mais doit-on pour autant se passer d'un véritable collège?

Un professeur suggère une opération « Portes ouvertes » afin que les parents voient dans quelles conditions matérielles leurs enfants étudient. Cette année est celle du 150° anniversaire de la fondation du couvent. Peut-être faudra-t-il obtenir les crédits que le ministre de l'Education nationale, M. Guichard, refuse... du ministre de la Culture, M. Duhamel (amateur de vieux murs), en participant au concours des monuments anciens : « Chef-d'œuvre en péril » ?

... A moins d'organiser des visites payantes le jeudi et le dimanche...

(Correspondant L.O.)



(Photo L.O.)

#### La sécurité

Signalée depuis toujours aux autorités compétentes, l'absence la plus complète de sécurité n'a été partiellement palliée par la mairie responsable des locaux du C.E.G. que... trois mois après l'incendie du 5/7 (la veille d'une visite de contrôle!) : l'achat de la vingtaine d'extincteurs

manquants, la construction de la murette réglementaire devant la cuve du propane pour la cuisine (cuve posée à même le sol du jardin), la pose du système d'éclairage de secours, le changement de sens de la porte du dortoir garçons qui maintenant s'ouvre sur l'extérieur.

#### Tours

La Riche, banlieue de Tours (dont le maire Royer est membre de la Commission du Logement à l'Assemblée), se trouve une cité HLM qui en dit long sur les préoccupations du maire en question pour ce qui est du lo-

gement des travailleurs Cette cité, «Les Sables», se signale d'abord par son isolement au milieu des cultures maraîchères. La seule ligne de bus qui y accédait a été supprimée (rentabilité oblige), mettant l'arrêt le plus proche à 20 minutes de marche. A ceux qui supposeraient un agrément à ce cadre campagnard, signalons qu'à environ 500 mètres à vol d'oiseau se trouve l'usine de iraitement des ordures ménagères de la ville; on imagine l'odeur ambiante que procure à la cité cette proximité dès que le vent d'ouest est un Jeu fort...

La cité se compose de quatre blocs H.L.M. et de ruelles bordées de logements à un étage se succédant avec monotonie, comme des cellules de prison : une porte, une lucarne, une porte, une lucarne, une autre porte...

Les règles d'urbanisme les plus élémentaires sont ignorées : ni médecin, ni pharmacien. Un téléphone qui ne fonctionne qu'à certaines heures, une assis-

tante sociale le jeudi après-midi seulement, deux épiciers pour tout commerce.

Il y a évidemment absence totale de locaux ou d'abris pour les enfants, particulièrement nombreux dans la cité; il ne leur reste plus qu'à jouer dans la boue devant les immeubles s'il fait beau, et, s'il pleut, dans les cages d'escalier dont le maigre éclairage est souvent absent, ou dans les locaux à poubelles. Et comme il n'est pas question que les logements soient insonorisés, le bruit s'ajoute à la vie aux « Sables ».

Dans de telles conditions, on ne peut qu'espérer que le loyer ne sera pas trop élevé : il n'est en effet que de 115 F par mois pour un F4, par exemple. Mais lorsqu'on pénètre dans les appartements, on trouve que c'est encore trop : été comme hiver, l'humidité ruisselle sur les murs, aux fenêtres, au plafond, détériorant les revêtements du sol et des murs. C'est ainsi qu'il faut jusqu'à 500 litres de mazout par mois pour combattre une telle humidité dans un F 4.

Dernièrement, lors des violentes gelées, les compteurs d'eau ont éclaté. Pendant deux semaines il n'y a pas eu d'eau, sans parler des désagréments causés par l'état des w.-c. pendant tout ce temps.

Dans cette cité-ghetto, où s'entassent des familles de 12 personnes dans un F4, où rien n'est offert pour distraire les enfants et les jeunes, sinon les escaliers sordides que depuis longtemps personne ne se préoccupe plus d'entretenir, beaucoup des habitants sont des travailleurs immigrés ou des cas sociaux : chômeurs jeunes ou vieux, malades, infirmes ou reaités qui survivent misérablement.

On ne s'étonne pas d'apprendre que les jeunes qui vivent dans une telle atmosphère ont vite acquis une réputation de voyous. Mais qu'on ne dise pas que les autorités ne s'occupent pas de la citéghetto des «Sables» : les flics, seul remède offert aux jeunes qui s'ennuient. y font de fréquentes apparitions...

Correspondant L.O.



**GHETTO DES SABLES** 

# Direction et syndicats tentent de calmer les travailleurs

NZE pour cent d'augmentation des salaires avec un plancher de 80 centimes pour les horaires et de 140 francs pour les mensuels, l'avancement de l'âge de la retraite et la diminution du temps de travail, sur ces revendications, depuis la mi-février, la C.G.T. organisait chez Rateau toute une série de débrayages tournants. Les travailleurs de l'usine, au début, débrayaient sans grande conviction, équipe par équipe. Pourtant, au cours d'assemblées de secteur, les militants C.G.T. tentaient de « chauffer » l'atmosphère. Les débrayages prirent de l'importance et toute cette effervescence aboutit à une première assemblée générale au perron, endroit habituel pour ce type de réunion. Ce jour-là il y avait une

certaine ambiance : les slogans, les coups de klaxons, de trompettes, de grosses caisses animaient la réunion. Les représentants des syndicats prirent la parole en précisant que le patron allait les recevoir et que, pendant ce temps-là, il était préférable que les travailleurs reprennent le travail. Ils promirent aussi qu'aussitôt la discussion terminée une réunion d'information serait faite pour l'ensemble des travailleurs. C'était le jeudi 25 février. Effectivement, en fin d'après-midi, les délégués redescendirent, mais la Direction n'accordait que 3,25 %. Sans doute, peu fiers de ce résultat, ils n'organisèrent pas la réunion pourtant promise aux travailleurs. Le lendemain vendredi, toujours le même silence des syndicats.

individuelles lâchées au compte-gouttes, de calmer certains mécontents; mais en fait elle risque fort de voir sa manœuvre se retourner contre elle. L'ambiance est

encore chaude à l'usine et ce n'est pas la rallonge de quelques-uns qui donnera satisfaction à tous.

Correspondant L.O.

#### La C.G.T. freine...

Le lundi 1" mars, le bulletin Lutte Ouvrière de chez Rateau lançait l'idée d'une assemblée générale le matin même au perron; assemblée que les syndicats ne voulurent toujours pas organiser. Le mardi 2 mars, les délégués rencontraient à nouveau la Direction. Cette fois-ci, elle « lâchait » 4,85 % d'augmentation avec un minimum de 34 centimes pour les horaires. C'est donc le mardi après-midi seule-

ment que quelques délégués se décidaient à informer, secteur par secteur, les travailleurs, des derniers résultats. Dans certains secteurs, à l'Est en particulier, le représentant de la C.G.T. eut quelques difficultés à expliquer qu'il fallait s'en tenir à ce résultat. Il tenta même d'empêcher de s'exprimer un délégué C.F.D.T. qui réussit à prendre la parole avec l'appui des tra-

#### ... mais l'ambiance reste chaude

4,85 % d'augmentation avec un plancher de 34 centimes pour les horaires, voilà ce qu'ont obtenu les travailleurs de chez Rateau. Bien sûr, cela ne fait pas le compte ; mais cela prouve en tout cas que la Di-

rection préfère lâcher un peu tout de suite plutôt que de voir le mouvement redémarer à l'usine. Cependant, les mécontents sont encore nombreux. D'ailleurs, la Direction essaie, par des augmentations

#### **BOURGES:**

#### Grève illimitée à Luchaire

Bourges, les 350 travailleurs de Luchaire, une vieille usine d'armement, se sont mis en grève illimitée. Les deux usines Luchaire, séparées de quelques kilomètres, sont si archaïques que de nombreux bâtiments sont en ruines. Les autres ne valent guère mieux. L'outillage est ancien, la sécurité insuffisante, les accidents nombreux et les salaires dérisoires; beaucoup de travailleurs ne reçoivent que 3,80 F de l'heure.

La grève fut provoquée par le refus du patron de négocier sur le cahier des revendications présenté par le personnel :

- diminution du prix de la cantine (2,50 francs au lieu des 4 F, sans la boisson, actuellement);
- les 40 heures immédiates sans diminution de salaire;
  - 1.000 F de salaire minimum;
- 200 F d'augmentation pour tous;
- et d'autres revendications concernant notamment l'outillage et la sécurité.

Les grilles bouclées, des manifestations furent organisées en ville et devant les usines. Des slogans fusaient, comme « ce n'est qu'un début, continuons le combat ».

Les travailleurs en grève ont essayé au maximum d'étendre le mouvement à d'autres entreprises : sans résultat. On était en période électorale

Seul les militants de Lutte Ouvrière et le Secours Rouge, par voie d'affiches, sont ouvertement intervenus pour soutenir le mouvement.. En même temps qu'un tract du comité de grève, un bulletin Lutte Ouvrière fut diffusé aux usines Michelin, Mazières, S.N.I.A.S.; il reprenait les revendications essentielles des grévistes et appelait tous les travailleurs à s'unir pour lutter sur les mêmes objectifs.

A l'heure où nous écrivons, les grévistes tiennent bon, et indépendamment des résultats, il y aura désormais quelque chose de changé à Luchaire.

Correspondant L.O.

#### ELF-RE (Paris-XVe) :

# Menace de licenciements massifs

'ACTUALITE récente a mis en vedette le pétrole et les sociétés francaises (à capitaux d'Etat) qui en assurent la recherche, le raffinage et la distribution. Aujourd'hui, ELF-RE (ELF-Recherche et Exploitation) annonce qu'il va se « poser un problème » pour les deux tiers des 1.100 agents qui travaillent pour l'exploitation du pétrole algérien. En clair, la menace d'un licenciement pèse désormais sur plusieurs centaines de salariés.

Le contexte pétrolier général présenté comme « difficile pour la France » n'est en fait que la couverture pour une autre opération qui s'appelle rentabilisation. Car en fait, même si l'évolution des relations avec l'Algérie n'était pas telle, les licenciements auraient quand même eu lieu. C'est une opération préparée, planifiée de longue date. Déjà, il y a un an les sections syndicales C.G.T. et C.F.D.T. attiraient l'attention sur un certain nombre d'indices : enquête du cabinet d'organisation Mac Kinsey qui conclut à un sureffectif, mise à la retraite anticipée de 80 salariés d'Elf-Re Boussens, notation inférieure à la moyenne de 10 % d'agents qui sont des « médiocres à éliminer » car la sécurité de l'emploi ne peut s'étendre qu'au personnel qui le mérite (déclaration de la Direction au C.E. du 24-10-69).

Les mêmes choix se font d'ailleurs à Elf-Union où n'interviennent pourtant pas les problèmes actuels avec l'Algérie : à la raffinerie de Gonfreville, la Direction vient d'annoncer que la rentabilité exigeait de quadrupler la production qui passerait de

2 à 8 millions de tonnes en même temps qu'on réduirait le personnel d'un tiers.

Que font les syndicats contre cette poli-

Fin 69, la C.G.T. annonçait par voie d'affiches la menace de 250 licenciements en 5 ans. Cette publicité donnée à une information « confidentielle » soulevait une intense indignation du côté de l'U.T.C., de F.O. et de la C.F.T.C. pro-patronaux : ces syndicats accusant la C.G.T. de vouloir « miner délibérément le moral du personnel » (sic) demandaient l'exclusion du délégué C.G.T.-C.F.D.T. à la commission de l'emploi; et au comité d'entreprise, tous leurs représentants votaient cette exclusion... en compagnie du directeur général!

Tout récemment encore, F.O. et C.F.T.C. diffusaient un tract lénifiant et ambigu qui disait : « S'il arrivait par malheur qu'il faille licencier du personnel, c'est en grande partie par les jeunes embauchés que l'on commencerait. Le problème est donc insoluble (...) Cette sérieuse menace sur le personnel ELF-RE n'est pas heureusement d'une gravité immédiate »!

Aujourd'hui, l'ensemble des syndicats présentent un front commun... pour pondre du papier : aucune assemblée du personnel n'est prévue, aucun mot d'ordre mobilisateur n'est lancé. Et les militants du P.C.F. à l'intérieur de la section C.G.T. s'alignent sur les positions des jaunes de F.O. sous prétexte d'unité à tout prix. Cette position est d'autant plus scandaleuse que débutent dans les prochains jours les négociations de salaires pour 1971. Mais les bureaucrates syndicaux, toutes étiquettes confondues, s'en tiennent à une prudente expectative.

Comme l'an dernier, leur inertie pour-

rait bien être bousculée par les salariés exigeant une assemblée générale pour prendre en main ces problèmes décisifs.

(Correspondant L.O.)



(Photo L.O.)

# La paix

# de Ernst GLAESER

(Editions Rieder — Presses Universitaires de France)

(25)

Il lui fallut un quart d'heure environ pour en arriver, non sans peine, à sa conclusion habituelle :

— D'ailleurs, moi, je ne suis pas politicien. Je fais mon devoir et ne demande qu'une chose : qu'on me laisse tranquille.

Lentement le fantôme disparaissait et l'homme prenait corps. Un homme aimable, laborieux, simple.

Il parcourut la maison, content de voir que tout était resté comme il l'avait laissé. Il parcourut le jardin et je dus lui dire ce qu'avait rendu chaque arbre chaque année. Il parcourut la cour et se mit aussitôt à réparer le tonneau pour l'eau de pluie, qui fuyait un peu depuis deux ans.

Je l'aidai à cette besogne et ce m'était un plaisir de l'aider, parce qu'il avait acquis de remarquables connaissances pratiques.

Après le tonneau il examina les sonneries. Il trouva que la pile était devenue un peu faible. Il la remplit, isola quelques fils, puis nous allames sonner dans toutes les chambres. Et ce fut bientôt dans la maison un bruit semblable à celui d'une vollère.

Dans le foyer deux pierres avaient été abîmées par le feu. Mon père et moi préparâmes du mortier, puis il en posa de nouvelles. Le flotteur des cabinets était défectueux, depuis la Révolution russe. Après trois heures de besogne, la chasse d'eau fonctionnait de nouveau comme au temps de paix. Au grenier, la toiture laissait passer la pluie et les poutres étaient moisies par endroits. Mon père posa une plaque en fer blanc où il fallait et la pluie reprit sa route vers la gouttière. Puis nous démontâmes ma bicyclette. Nous étions dans la cour. Les rayons des roues brillaient sous le soleil gris. Nous démontâmes la chambre à billes pour la laver et la huiler, nous examinâmes la roue libre, nettoyâmes la lanterne et enduisîmes les jantes de bois d'un caustique brun. Puis nous descendimes à la cave pour y prendre la bicyclette de mon père qui avait dormi là dans un coin, pendant la guerre, bien enveloppée de chiffons gras. Nous la portâmes dans la cour pour la démonter et en revoir les parties principales, le guidon, la chambre à billes, etc., que nous frottâmes au pétrole jusqu'à les faire reluire. Ensuite nous remontâmes la machine.

Ma mère nous apporta sur un plateau deux bouteilles de bière et du pain coupé en petites tranches. Cet intermède nous fit plaisir ; l'air frais de décembre avait d'ailleurs aiguisé notre appétit. Nous buvions et mangions, nous huilions et polissions, nous vissions, nous démontions et nous remontions... Bref, nous faisions du bon travail et mon père me plaisait; car pour la première fois, il montrait qu'il s'entendait à ce qu'il faisait. Nous travaillâmes ainsi jusqu'à midi, rabotant des portes qui raclaient le sol quand on les fermait, ou des fenêtres dont le bois avait gonflé, nettoyant le tuyau d'écoulement de l'évier qui était bouché, remettant en marche une vieille pendule arrêtée depuis longtemps. Mon père parvint même, après de longs et laborieux efforts, à rendre la voix au coucou de sa pendule.

Finalement nous nous assimes devant la table pour nous entretenir de ce que nous avions fait.

— Allons! dit mon père, je vais me replonger dans le travail, ça fait du bien!

Il se détendit les bras et me donna une tape sur l'épaule. Puis il se rendit dans sa chambre, où il enleva ses bottes avec fracas.

— Il est devenu simple, dit ma mère; ne le trouble pas avec tes idées. Pendant deux ans, il est resté en garnison dans un village russe. Il n'est donc au courant de rien. Son ignorance ne peut que lui être salutaire; laisse-lui sa tranquil-

Je fis signe que oui. Dans la chambre à côté, on entendait mon père clouer avec ardeur. Le lendemain matin, il se rendit à son bureau. Au retour, son visage rayonnait.

— Tous mes confrères sont revenus, s'écria-t-il, et nous allons reprendre nos réunions du mercre-di.

Dans l'après-midi ma mère lui acheta un chapeau neuf; car les anciens ne lui allaient plus. Dans la rue, mes parents marchaient bras dessus, bras dessous et le soir, quand ils allaient se coucher, je les entendais s'embrasser longuement. Mon père se sentait heureux; il ne voulait pas entendre parler de politique. Les allusions à la guerre se faisaient de plus en plus rares dans ses discours. Il travaillait, et le jour où il put inscrire ses premiers chiffres dans son registre des hypothèques, il se sentit tout fier.

Souvent il parcourait la campagne avec son greffier pour recueillir de la bouche d'un paysan à l'agonie ses dernières volontés; il passait ses heures libres à faire des courses à bicyclette à travers bois; il rapportait de ses promenades des brassées de branches de sapin, que ma mère répartissait dans les vases de la maison.

Lorsque arrivèrent les premiers froids et que le sol se crevassa et que les arbustes et les buissons du jardin brunirent sous le gel, il répandit soigneusement sur l'appui de sa fenêtre des miettes de pain, se réjouissant de voir venir les oiseaux. Il les appelait en sifflant et un merle s'aventura même jusque sur son bras. A un rouge-gorge familier il avait donné le nom de «Fritzchen».

— C'est ainsi que nous passions notre hiver sur les bords de la Duna, dit-il.

Ce fut sa dernière allusion à la guerre.

Il finit par se mettre à lire du Raabe : «Chronique de la ruelle aux moineaux», et «Les gens de la forêt».

Il abandonna la direction de la maison à ma mère. Il lui remettait son traitement sans se faire prier et recevait d'elle son argent de poche comme on recoit un salaire.

Il demeurait aussi étranger à notre existence que s'il avait passé quatre ans sur une autre planète. Il acceptait toujours et d'avance les propositions de ma mère... elle l'en dédommageait par l'affection et la chaude sollicitude dont elle l'entourait le traitant comme un enfant. Il semblait s'en trouver très bien.

Il appelait sa femme : «maman». Alors seulement je compris ma mère : c'était elle qui régnait sur la famille et la protégeait.

La maison était bien restée sa maison à elle.

A cette époque l'école rouvrit. Nous nous retrouvâmes dans nos classes. De la part des professeurs, pas la moindre allusion à notre défaite, ni à la Révolution. On continua l'étude du programme et nous reprimes nos vieux livres.

#### RESUME

L'action se déroule à l'automne 1918 dans une Allemagne qui sort vaincue de la première guerre impérialiste.

Le héros et narrateur, un jeune lycéen issu d'un milieu bourgeois, se lie d'amitié avec son précepteur Aldeberg König, dirigeant spartakiste local et fervent propagateur des idées socialistes.

Pendant ce temps, tout à leur joie de voir la boucherie finie, les soldats rentrent au pays et se constituent en Conseils comme les ouvriers de l'arrière. Toutefois si l'Empereur a été chassé, la jeune République allemande des ouvriers, des soldats, des paysans n'en est pas moins aussi celle des bourgeois. Le patronat qui a été ébranlé reprend confiance.

Dans l'ombre, la bourgeoisie qui, après avoir été pour la guerre, vient de se découvrir pour la paix, prépare une rentrée politique dont le prolétariat doit faire les frais. Pour elle le mot d'ordre est la paix et les affaires, la paix pour reprendre et développer les affaires, et donc l'écrasement des ouvriers révolutionnaires.

Ceux-ci sont isolés dans la masse des ouvriers et soldats qui lâchent la proie pour l'ombre, le socialisme pour la paix. Le moment de l'affrontement entre la bourgeoisie et les révolutionnaires est arrivé.

Le père du narrateur, officier du front, vient de rentrer dans ses foyers. D'autres officiers et lui s'apprêtent à «faire leur devoir». La chasse sanglante aux ouvriers révolutionnaires va pouvoir commencer.

La ville de D., il est vrai, était au pouvoir des ouvriers révolutionnaires. Adalbert König occupait le Marstall, partout des matelots montaient la garde. Mais les classes se faisaient si discrètement que personne n'eût pu en prendre ombrage.

Notre première composition de style eut pour sujet : «Le conflit des Piccolomini, devoir ou inclination ».

Le gouvernement Bader était entré en pourparlers avec Adalbert König. Il lui avait offert un siège au conseil des délégués du peuple, mais Adalbert König avait refusé. Là-dessus le gouvernement Bader l'avait autorisé à parler librement dans toute l'étendue du territoire. Adalbert König parla; mais lorsqu'il avait parlé, le gouvernement Bader faisait intervenir un autre orateur qui, tout en ayant l'air d'accepter la thèse d'Adalbert König, en détruisait presque entièrement les effets. Quand le moment lui sembla propice, le gouvernement fit appel à la liberté du peuple, entreprit une campagne en faveur des élections pour l'Assemblée nationale, proclamant que le socialisme ne pouvait triompher dans le peuple qu'avec l'aide de la majorité. Lorsqu'Adalbert König affirma, au contraire, que le socialisme ne s'imposerait que par la violence et la dictature du prolétariat, le gouvernement Bader fit répandre par ses agents, le bruit qu'Adalbert König était à la solde de la assemblée dans la salle des fêtes. On s'y rendit comme des méthodes prussiennes et créa ainsi parmi les populations de l'Allemagne du Sud, fatiguées de la guerre, un courant d'idées qui pouvait devenir dangereux pour Adalbert König. Déjà les équipes des établissements B. et H. refusaient de le suivre. Les ouvriers se désarmaient eux-mêmes et portaient leurs fusils aux dépôts que le gouvernement Bader avait constitués. Bientôt ce dernier put prétendre qu'il était seul à lutter pour la liberté des citoyens et que l'Etat des spartakistes n'était qu'un Etat wilhelminien avec une fausse enseigne. Adalbert König régnait sur la ville ; mais le gouvernement Bader commençait à rassembler des troupes.

Quelques jours avant la Noël, un engagement assez sérieux eut lieu. Dans la cité, à D., une population nombreuse et désordonnée avait pillé cinq magasins, dont deux coopératives d'alimentation. Aussitôt le gouvernement Bader fit répandre par ses agents, dans les usines et les casernes, le bruit que les spartakistes laissaient piller les magasins des ouvriers parce qu'ils n'avaient plus de quoi nourrir leurs partisans qui travaillaient pour le compte de Moscou.

L'effet fut immédiat. L'une après l'autre, les usines refusèrent de suivre Adalbert König, qui n'eut bientôt plus sous les armes que quatre-vingts matelots et cent soldats et ouvriers.

Adalbert König convoqua le peuple à une grande assemblée dans la salle de fêtes. On s'y rendit en masse. Son discours, démontrant une fois encore que la dictature du prolétariat était indispensable, n'éveilla aucun écho dans le public. Un agent du gouvernement Bader succéda à König à la tribune. Il le traita d'« intellectuel », ses matelots de « comitadjis », accusant l'orateur d'user de méthodes prussiennes et qualifiant sa révolution de rébellion d'un bourgeois mécontent. « Il ferait mieux, dit l'agent, de procurer du pain au peuple plutôt que de l'abreuver de phrases bolchévis-

tes! » Le peuple veut la paix, affirmait l'homme du gouvernement Bader, tandis que König proclame la guerre civile.

Au lieu d'arrêter l'agent vers qui montaient les cris de l'auditoire, de disperser l'assemblée, de renverser le gouvernement Bader par la force des armes, et de s'emparer de ses membres comme otages, ainsi que le lui conseillait le Freiherr qui se tenait derrière lui, immobile, en uniforme de uhlan, le monocle vissé à l'œil, Adalbert König engagea une discussion, dont la durée permit au gouvernement d'occuper, avec le concours de jeunes officiers et de combattants grassement rétribués, la poste, la gare, l'usine d'électricité, et le centre de la ville. Le gouvernement avait pour principe de laisser Adalbert König circuler librement à travers les rues. En procédant ainsi, il l'isolait; car son escorte de matelots avait quelque chose de très martial et tout ce qui avait alors une allure militaire passait pour réactionnaire et excitait l'animosité des foules.

C'est ainsi qu'il fut facile, aux agents du gouvernement Bader, de prétendre qu'au fond les spartakistes n'étaient que des militaristes, qu'ils compromettaient la paix et que, s'ils étaient victorieux, les Français envahiraient aussitôt l'Allemagne.

Ce que les ouvriers allemands voulaient, répétaient les agents du gouvernement, c'était la paix, les spartakistes, eux, voulaient la guerre civile. Le gouvernement Bader promettait à la classe ouvrière, fatiguée de la guerre, le triomphe du socialisme sans guerre civile... et la classe ouvrière fit confiance au gouvernement Bader qui, ayant la main haute sur les syndicats, pouvait aussi exercer son influence sur le travail des ouvriers... Dans toutes les proclamations adressées par les partis bourgeois à la classe ouvrière, c'était la paix qu'on promettait, et la paix sans lutte... Pourquoi donc la classe ouvrière se donnerait-elle la peine de lutter, puisqu'elle pouvait obtenir ce qu'elle désirait sans coup férir ?

Si elle ne croyait pas à la probité de la bourgeoisie, du moins était-elle persuadée des craintes que la bourgeoisie nourrissait. La classe ouvrière ne voulait pas d'effusion de sang, parce qu'elle identifiait toute effusion de sang à cette guerre qu'elle venait de liquider quelques semaines auparavant. Verser le sang c'était suivre la tradition wilhelminienne... la révolution, elle, devait être un principe de paix et d'humanité.

A force de haïr et de craindre la guerre, la classe ouvrière allemande avait cessé d'être révolutionnaire... elle détenait le pouvoir, mais elle voulait la paix, elle voulait mettre fin à l'œuvre de mort et de destruction, elle voulait fraterniser avec toutes les classes, et non démolir un système.

La lutte des classes, elle l'avait oubliée et l'avait remplacée par des principes d'humanité civile. La camaraderie qui s'était établie dans les tranchées avait brisé son élan révolutionnaire. La classe ouvrière croyait à l'âme au lieu de croire à l'esprit, à l'humanité au lieu de croire à la justice.

Telle était, fin décembre, la situation au point de vue psychologique. Dans ses proclamations de plus en plus fréquentes, le gouvernement Bader promettait la paix et la liberté; il faisait appel au concours de tous les citoyens contre ceux qui menaçaient cette paix et cette liberté. Les proclamations d'Adalbert König par contre, conservaient leur allure strictement révolutionnaire, elles ne promettaient rien aux masses; au contraire, elles exigeaient qu'elles donnâssent leur sang pour la révolution communiste.

«Voulez-vous encore, après tant d'années de carnage, qu'on verse du sang dans votre patrie ?» C'est ainsi qu'argumentaient les affiches du gouvernement Bader en opposition aux déclarations d'Adalbert König. «Voulez-vous faire le travail de Moscou ?» disaient encore ces affiches. Et usant avec succès d'un artifice oratoire : «Voulez-vous concourir à la victoire du tsarisme bolchévique en Allemagne ?»

Cet appel au complexe tsariste, qui avait servi d'arme à tout socialiste d'avant-guerre, produisit cette fois encore, le même effet qu'en 1914.

Les spartakistes se trouvèrent isolés, le peuple était contre eux.

Adalbert König ne disposait plus que des fusils ; dans les usines, c'étaient les agents du gouvernement Bader qui régnaient.

Dans leurs résolutions, les assemblées d'ouvriers demandaient la paix... demandaient l'union de tous, et, pour empêcher que le sang ne coulât, exigeaient une entente avec les spartakistes.

Le gouvernement Bader avait obtenu ce qu'il voulait : la neutralité de la classe ouvrière. Il engagea avec Adalbert König un semblant de négociations... mais en même temps il rassemblait des troupes

Les fêtes de Noël retardèrent la mise à exécution de son projet. Il ne se trouva personne pour renoncer à ces réjouissances. Dans leurs familles, les bourgeois se rassemblèrent sous le sapin illuminé, les ouvriers, dans leurs chambres exiguës, pour y chanter les traditionnels cantiques. Ce jour-là, Adalbert König vit fondre ses effectifs de moitié. L'étoile de Bethléem exerçait une attraction irrésistible... tant les hommes aspiraient à la paix sur la terre; mais, hélas! s'ils étaient capables d'en chanter les bienfaits, ils ne savaient guère comment trouver les moyens efficaces de la garantir.

Les fêtes passées, les fronts de bataille se reformèrent.

Le gouvernement Bader exigea que le Marstall se rendît et que les matelots fussent désarmés. Adalbert König répondit à cet ultimatum en prenant d'assaut l'usine électrique qu'il occupa et dont il arrêta le fonctionnement, en ouvrant le feu sur la gare et en se saisissant d'un délégué du peuple, vieux fonctionnaire de syndicat, qu'il enferma dans le Marstall. Deux jours après il occupa le siège même des syndicats et fit distribuer dans la rue, par ses matelots, les journaux social-démocrates de l'année 1914, découverts au bureau des rebuts... Une section de l'usine B. se joignit à lui. Il proclama la dissolution du Conseil des délégués du peuple et exigea l'élection d'un soviet local.

Le gouvernement Bader se déroba, retira ses quelques troupes de la ville et aussitôt la populace se livra à de nouveaux pillages, ce qui fournit prétexte au gouvernement d'accuser aussitôt par voie d'affiches les spartakistes de vol et de pillage.

Dans une proclamation, Adalbert König prétendit que des agents du gouvernement Bader se trouvaient au nombre des pillards, qu'ils avaient poussé la foule à faire main basse sur tout ce qu'elle pourrait prendre pour pouvoir ensuite en rendre les spartakistes responsables.

Dans les usines B., après de longues discussions, une faible majorité opta pour le gouvernement Bader, tandis que les casernes continuaient à rester neutres.

Le 8 janvier, les matelots occupèrent la banque d'Empire et en réquisitionnèrent les dépôts. Dans l'après-midi du même jour, ils arrêtèrent la circulation des trains. Le 15 janvier, les journaux du soir annonçaient qu'à Berlin, Liebknecht et Rosa Luxembourg avaient été fusillés au moment où ils prenaient la fuite.

Ce fut alors que le gouvernement Bader jugea opportun de prendre l'offensive. Il rassembla dans notre ville un corps de volontaires composé en majeure partie de jeunes officiers désœuvrés, d'anciens sous-officiers et de salariés. Le gouvernement Bader lança un appel fulminant contre le bolchévisme comme s'il se fût agi de combattre la peste.

A la suite de négociations avec les organisations paysannes, il avait réussi à couper presque entièrement les vivres à la ville de D... Et quand Adalbert König et le comité révolutionnaire se virent obligés de réduire les rations, le gouvernement Bader fit répandre le bruit par ses agents que les spartakistes suscitaient la famine au lieu d'assurer la paix et le pain.

Avec le concours d'un jeune capitaine il commençait en même temps à encercler lentement la ville de D... Cet officier avait pris le commandement de la garde civique et avait formé des compagnies de forestiers et de chasseurs. Le gouvernement Bader fit savoir par d'immenses affiches qu'il allait sauver l'Allemagne du bolchévisme, du péril jaune, du chaos.

(A suivre)



#### Un film de Claude Sautet

# 

N film, et pas des plus mauvais, à mettre à l'actif de cette nouvelle mode qui veut que les flics soient représentés dans l'exercice de leurs fonctions tels qu'ils sont le plus souvent : de belles crapules.

Crapule, Max l'est, et des moins ragoûtantes. Ancien juge d'instruction, il a démissionné le jour où faute de preuves, il avait dû signer un non-lieu. Et depuis, devenu policier, il est obsédé par le désir de surprendre les truands en un flagrant délit qui ne leur laisserait aucune échappatoire judiciaire.

Seulement voilà, comme le remarque avec rancune Max, les organisateurs des braquages sont des professionnels, des vrais. Max a beau monter des pièges, il n'arrive pas à les coincer. Quand il les attend à l'arrivée d'un convoi de fonds, ils attaquent au départ. Quand il croit en avoir cerné en pleine activité, ils ont déjà dévalisé une autre banque ailleurs. Bref, les véritables professionnels de la casse sont insaisissables.

Mais Max est un idéaliste dans son genre. Il croit à sa mission qui est de pourchasser le crime. Et puisque les criminels, trop forts pour être pris, font défaut, il décide d'en fabriquer.

Il jettera son dévolu sur une bande de petits ferrailleurs qui passent leurs journées et leurs nuits entre un aimable farniente et quelques menus larcins. Grâce à l'entremise involontaire d'une prostituée, maîtresse d'un membre de la bande, devant laquelle il se fait passer pour un banquier, il inspire à cette bande — qui ne s'en serait jamais crue capable — l'idée d'attaquer une banque. Pensant non sans raison qu'ainsi



téléguidés, ces braqueurs d'occasion seront bien au rendez-vous où la police les attendra, laissant enfin à Max la possibilité d'assouvir sa soif du flagrant délit.

La combine marche parfaitement. La po-

lice cueillera les criminels fabriqués par le policier, leur chef.

Et si, finalement, il arrive des pépins à ce flic parfait dans son genre, c'est parce que, tout salaud qu'il fût, il est tombé amoureux de la prostituée dont il s'était

servi pour dévoyer la bande de malfrats. Ce qui ne lui a pas réussi, pas plus d'ailleurs qu'au traditionnel « bon flic » du film

J. B.

#### GASTRONOMIE PROLETARIENNE

E nouveau venu chez Flambo, s'il est un peu naïf, peut croire qu'il y a trois cantines au choix, Mais cette naïveté se retrouve bien vite devant la dure réalité : il y a bien trois cantines, mais le choix, on le fuit à votre place.

La première est réservée aux cadres supérieurs (entre gens du même monde, on se comprend mieux; et puis d'ailleurs, la présence des ouvriers mangeant bruyamment risquerait de leur couper l'appétit. On a de l'éducation ou on n'en a pas...).

La seconde est faite pour les « collaborateurs » (c'est le nom alléchant qu'on a trouvé pour les agents de maîtrise). La troisième, vous l'avez deviné, c'est pour le reste. Et le reste, c'est nous.

L'homme est le seul animal qui puisse s'adapter à n'importe quelles conditions. En vertu de cette règle d'or, nos estomacs ont pu résister jusqu'à la cuisine Flambo. Mais toute adaptation a ses limites. Ces limites furent atteintes il y a quelques semaines, lorsqu'on nous servit un rôti de porc faisandé; et elles furent largement dépassées le lendemain lorsque trôna dans notre assiette du cochon salé complètement pourri. Certains morceaux avaient même des asticots bien blancs et bien dodus.

Ces petites bêtes, nullement gênées par notre présence, continuèrent à aller et venir dans leurs morceaux de viande. Quant à nos estomacs, tenaillés quelques minutes auparavant par la faim la plus implacable, ils nous semblaient soudain trop remplis.

Les choses en restèrent là; un vétérinaire (mais oui!) venu pour la circonstance, emporta des morceaux de bidoche pour les faire analyser...

Parmi nous, certains attendent le jour où on nous servira simplement les asticots, sans la viande autour.

Mais ces pessimistes ne sont qu'une minorité qui ne doit pas vous intimider. Si un jour vous passez par Vierzon, venez quand même à la cantine de Flambo nous dire un petit bonjour. Et si vous insistez, on ira même jusqu'à vous céder notre part...

(Correspondant L.O.)

Pentecôte 71

# Fête de LUTTE OUVRIERE

Retenez la date

Achetez les vignettes



### De Jacques Rougerie

aux Editions du Seuil

(collection Politique)

# PARIS LIBRE 1871

E livre que nous présente Jacques Rougerie, « Paris Libre 1871 », aux Editions du Seuil, ne prétend pas ètre une histoire exhaustive de la Commune. A travers des textes, des cartes, des chiffres, des analyses de faits, grâce à une promenade improvisée qui nous mène dans une capitale en pleine effervescence, aux murs placardés d'affiches, aux clubs animés de multiples discussions, c'est plutôt une recherche approfondie et parfois originale, un travail sérieux mais jamais ennuyeux, que nous propose l'auteur.

L'histoire de la Commune est supposée connue et bien connue. Seuls sont ici retenus les faits qui intéressent directement la ville, ce « Paris révolutionnaire » dont l'auteur nous rappelle brièvement les traditions et l'auréole dont il est entouré. L'une des thèses de l'auteur peut se résumer ainsi : le second Empire, règne des

banquiers et des industriels, des profiteurs et des inutiles, a chassé le peuple de la ville. Celui-ci dès lors fut obligé de se réfugier « sur les Aventins de Montmartre et de Belleville » et dans les arrondissements du sud, misérables et bâtis seulement de taudis. Le centre, le cœur vital se trouve désormais réservé aux bourgeois. La Commune sera précisément une tentative des faubourgs de reprendre leur capitale : « La Commune, ce sera pour une large part, la reprise du Paris central... par les exilés des quartiers extérieurs, de Paris par ses vrais Parisiens, la reconquête de la Ville par la Ville ».

Cette vue, contestable peut-être, ne réduit fort heureusement pas les dimensions du livre. Au travers des étapes de cette reconquête, l'auteur nous fait parvenir un peu de la vie de Paris, de ses espoirs comme de ses déceptions, de ses illusions comme de ses défaites.

#### De la maturation de l'idée...

Mais d'abord d'où vient cette idée de Commune ? A-t-elle jailli spontanément ou bien y a-t-il eu au contraire une lente maturation de l'idée ? Oui, bien sûr, « la vieille taupe creusait depuis longtemps ». D'abord imprécise et sans contours nets, l'idée va prendre petit à petit force et vigueur pour s'emparer peu à peu de la ville. Les premières tentatives d'organisation, comme ces « comités de vigilance » bientôt couronnés par un « comité central des vingt arrondissements » sont encore timides, soit. Mais en cette période de guerre, de bouleversements politiques, les prises de conscience sont accélérées, la roue de l'Histoire tourne plus vite et l'idée de Commune a rapidement fait son chemin. Et les blanquistes, parmi les premiers, ont su redonner à l'idée toute sa portée révolutionnaire.

Ainsi ce texte paru dans La Patrie en Danger, journal des blanquistes, le 8 octobre 1871, rappelait la Grande Commune de 93 :

- « Pas de malentendu ni d'équivoque. « Il y a commune et commune comme
- "Il y a commune et commune comme il y a fagot et fagot. La Commune révo

lutionnaire qui a sauvé la France, et par le 10 août et septembre, fondé la République, ne fut pas un produit d'élections régulières, une émanation bourgeoise d'un troupeau qui se rend à l'urne. Elle sortit d'une convulsion suprême, comme la lave sort du volcan. »

Comme la Commune sortit du 18 mars aurait pu ajouter le rédacteur... s'il avait écrit quelque six mois plus tard!

Et cette idée, elle se discute non seulement dans les états-majors des organisations politiques de l'extrême-gauche, divisées et parfois rivales, mais aussi dans ces clubs de quartier, véritables écoles de démocratie populaire.

Ainsi, au club de la rue de Paris, à Belleville, on décide le 9 octobre : « que la Commune sera composée de 200 mem-

es pris parmi les révolutionnaires éminents et socialistes connus pour leur dévouement à la République et les services qu'ils auront rendus à la cause du peuple. Ils devront accepter le programme des réunions publiques et un mandat impératif, et ils seront sans cesse révocables. »

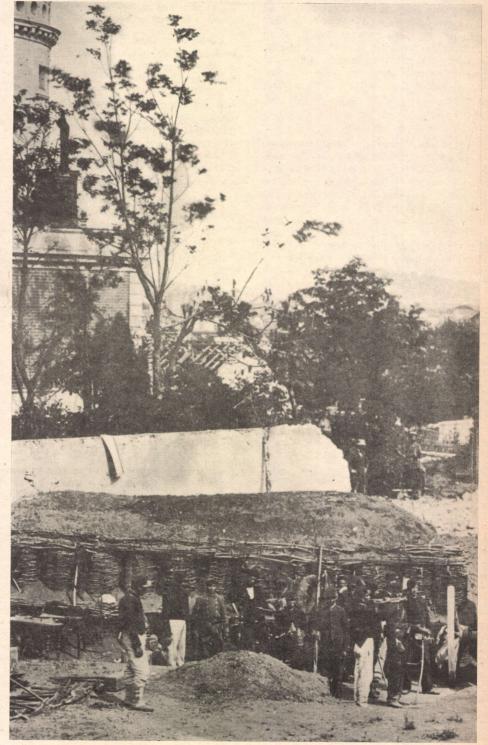
#### ... à sa réalisation

Les passages les plus riches du livre se trouvent dans les chapitres suivants. Le bruit des rues de la ville en fête, de la ville insurgée. Les mesures prises par la Commune sont soigneusement analysées. leurs applications répertoriées. Des textes de première importance nous montrent l'organisation de l'un de ces ateliers gérés par les travailleurs depuis le départ des patrons. Et puis l'on entend à nouveau la voix des clubs, approuvant les actes ou récriminant aux décisions de la Commune, ne ménageant leurs critiques ni aux Prussiens, ni aux spéculateurs de tous poils, ni aux... membres du gouvernement, Club Ambroise, le citoven Morel « réclame la présence à chaque séance d'un délégué de la Commune » et « d'être enfin en rapport direct avec

la Commune ». Beaucoup réclament une politique plus ferme de la part d'un gouvernement qu'ils taxent volontiers de mollesse. Pourquoi ne procède-t-il pas à la levée en masse ? Pourquoi pas de guillotine pour les prêtres et les agitateurs comme en 93 ? Et de temps à autre, ces petites assemblées rappellent que le peuple doit rester son propre et véritable souverain. Ainsi le programme du club Nicolas qui réaffirme :

«...la souveraineté du peuple qui ne doit jamais abandonner son droit de surveillance sur les actes des mandataires.

« Peuple, gouverne toi toi-même par tes réunions publiques, par ta presse, pèse sur ceux qui te représentent, ils n'iront jamais trop loin dans la voie révolutionnaire.



Les Communards en faction à Asnières, attendent de pied ferme les troupes versaillaises.

« Si tes mandataires hésitent ou s'arrêtent,' pousse les afin d'atteindre le but vers lequel nous tendons, c'est-à-dire la conquête de nos droits, l'affermissement de la République et le triomphe de la

Au total, l'auteur nous peint le portrait du Communeux. Patriote certes, amoureux de sa ville certainement, mûr politiquement pour la République et méprisant pour la France rurale, mais aussi socialiste, vraiment, profondément. Le travailleur est la base de la nouvelle société qui n'est « vivifiée ni par les prêtres, ni par les sergents de ville, ni par les magistrats, ni par les fonctionnaires publics ». Plusieurs projets de collectivisation syndicale ont jailli de cette classe ouvrière, encore à la charnière du 19 et du 20 siècle. Et si Jacques Rougerie,

comme il le rappelle dans son ouvrage, a longtemps hésité et qualifié la Commune de crépuscule du 19° siècle, il laisse le débat ouvert, mais semble se ranger aujourd'hui du côté des marxistes en terminant son ouvrage par cette citation d'un « international obscur » :

« O vieux monde, ramassis d'imposteurs, oisifs corrompus, parasites, insolents, vous tous qui vivez du travail des autres, comprenez-yous enfin que votre règne est fini, et qu'aujourd'hui, avec le triomphe du peuple, l'ère du travail va commencer...

« Frères du monde entier, notre sang coule pour votre liberté, notre triomphe est le vôtre. Debout tous, voici l'aube!»

Nicole BLETTRY

# Mourir à 17 ans à La Courneuve

N jeune est mort à La Courneuve. Il avait 17 ans. Le patron d'un café, par deux fois, a tiré sur lui à bout portant.

La grande presse s'est immédiatement emparée de l'affaire. Et elle a eu vite fait de trouver le coupable : les jeunes de la cité des 4.000; et elle a eu vite fait de dégager la solution propre à éviter de telles « tragédies » : l'implantation massive des « forces de l'ordre » dans la jungle de l'immense cité de La Courneuve. Pour un peu, nos journalistes auraient déterré Jean-Pierre Huet pour le présenter devant le parquet sous les inculpations suivantes : « Est jeune, a les cheveux longs, est au chômage, contribue à faire régner une atmosphère d'inquiétude dans la cité, a provoqué le patron du Nerval à lui tirer dessus et a ainsi quelque peu troublé le cours paisible de la vie d'un brave commercant! »

Les braves gens sont ainsi rassurés : si un des leurs qui prospère dans un commerce qu'il a payé 115 millions d'anciens francs, qui paie régulièrement ses impôts et qui a, dans son tiroir-caisse, un pistolet, un nerf de bœuf et - on ne sait jamais ce qui peut arriver - un 22 long rifle, si ce commerçant perd son sangfroid et se livre à l'irréparable, ce n'est pas de sa faute. Il n'y est pour rien. La responsabilité serait à rechercher du côté de ces bandes de jeunes, désœuvrés pour la plupart et réfractaires au travail, qui ne penseraient qu'à chaparder, qu'à traîner dans les cafés, à faire les 400 coups. Et tout cela ne se produirait pas si les policiers étaient assez nombreux pour remplir leur mission : à savoir protéger les personnes et surtout leurs biens.

Les flics et l'usine, voilà les seules solu-

tions qui sont mises en avant, voilà la seule thérapeutique d'une société malade.

Car elle est bien malade cette société qui n'offre aux jeunes que le choix entre le bagne de l'usine, quand ils trouvent du travail, et le désœuvrement dans de grandes cités sans loisirs, sans équipements sportifs, sans âmes et qui laisse croire que la seule manière d'améliorer la situation réside dans l'accroissement des forces de répression. Comme si l'augmentation du nombre de mercenaires en uniforme allait donner une raison de vivre aux jeunes, comme si le véritable ennemi de la population était ces mêmes jeunes contre lesquels il faudrait se protéger.

Certes, il y a un problème « jeunes » et les habitants des cités sont fondés à se plaindre des ennuis que leur procurent les « bandes » qui se développent. Mais il y a aussi le problèmes des mouflets qui braillent à longueur de journée et qui dérangent les voisins. Et aussi celui des gamins qui s'amusent à sonner aux portes et à rayer les carrosseries des voitures. Et il ne viendrait à l'idée de personne de leur tirer dessus. Ou alors le meurtrier serait considéré comme un assassin... ou un fou.

En réalité, Jean-Pierre Huet, ce gosse de 17 ans qui a trouvé la mort à La Courneuve, est une victime de cette société qui développe une psychose anti-jeunes dans tous les milieux, de cette société qui fait de chaque individu « pas comme il faut » : gauchiste, travailleur immigré, jeune aux cheveux longs, un ennemi à combattre.

Et il y aura d'autres victimes, et il y aura d'autres « drames » tant que nous n'aurons pas créé une société débarrassée des préjugés les plus rétrogrades et les plus meurtriers.

François DELAIN.



Grands ensembles: plus de bistrots aux patrons armés jusqu'aux dents, que de Maisons de Jeunes. (Photo L.O.)

#### ROUEN :

# UNE VICTIME DE PLUS DES ASSASSINS QUI NOUS GOUVERNENT



Mme Pompidou dans une crêche : faut-il que nous manquions de nourrices ! (Photo U.P.I.)

ARCE qu'en l'An II de la nouvelle société, il n'existe à Rouen qu'une crèche de soixante-cinq places pour cent mille habitants, un bébé est mort carbonisé.

Chaque jour, sa mère, employée dans un self-service, après avoir pris le maximum de précautions comme d'habitude, était contrainte de le laisser seul avec son frère âgé de 2 ans, de midi à 17 heures.

Bien sûr, tôt ou tard, plus ou moins grave, l'accident, dans ces conditions est sinon inévitable, du moins probable.

Mais que pouvait faire d'autre cette femme, lorsqu'il n'y a pas trop de deux salaires pour vivre, lorsque l'obligeance de la famille ou des voisins a été épuisée, lorsque l'emploi de gardiennes, agréées ou non, est hors de portée du budget familial?

De nombreuses mères de familles se résignent alors à la même solution désespérée que la mère de ce bébé.

Et qui est coupable, sinon le gouverne-

En France, alors qu'il faudrait au moins cent quatre vingt-dix mille places dans des crèches, il n'y en existe que vingt-quatre mille. Six cents crèches pour toute la France!

Pourtant, le gouvernement dispose de suffisamment de statistiques, par l'état civil ou par d'autres sources, pour prévoir et faire construire des crèches en fonction des besoins. Il ne le fait pas parce qu'il ne le veut pas.

Et le problème est plus vaste encore, car il n'y a pas que des enfants en bas âge, car ce n'est pas seulement de crèches qu'il manque.

S'il manque aussi des écoles, il y a pénurie presque totale de centres aérés, de terrains de sports, de maisons de jeunes : les vacances scolaires sont pour bien des familles une calamité. Quant aux adolescents, le gouvernement n'offre que l'armée ou la matraque du flic de service.

Par milliers, des crèches et autres équipements devraient être construits. Et leur usage devrait être gratuit.

Le gouvernement s'y refuse. A prix égal, il préfère entretenir des dizaines de mil-

liers de C.R.S., gendarmes mobiles et autres défenseurs casqués et armés de la bourgeoisie et de ses privilèges.

Voilà pourquoi à Rouen il ne s'agit pas d'un simple accident mais d'un assassinat!

Et les assassins sont ceux qui nous gouvernent!

Jacques LAFONT.

#### Quand Marcellin se préoccupe de la santé morale de la jeunesse

E ministre de l'Intérieur vient d'interdire la distribution et la vente du « Petit Livre Rouge des écoliers, et des lycéens », livre traduit du danois et imprimé en Suisse, ce qui rend plus facile les mesures d'interdiction.

Le Petit Livre Rouge ne contient pourtant rien qui puisse mettre en danger l'ordre si cher à M. Marcellin en armant les écoliers et les lycéens pour la Révolution. Evidemment, il y aurait bien à redire de ce petit livre, mais dans l'ensemble, il se contente de traiter, de jaçon directe et parfois assez sympathique des problèmes que peuvent se poser les jeunes : cela va de l'aménagement de la classe et des rapports avec les professeurs, aux problèmes sexuels et à la drogue.

D'ailleurs, M. Marcellin se défendrait sûrement d'avoir interdit ce livre pour des raisons politiques. Il avancerait sans doute que le contenu du « Petit Livre Rouge » met en danger la santé morale des élèves, au nom de ceux qui défendent la société du profit et décident de ce qui est moral ou pas.

Il faut d'ailleurs des occasions de ce genre pour se rendre compte que cette société et ceux qui la dirigent se soucient des jeunes.

On ne les voit pas faire grand-chose pour éviter que, faute de crèches, les gosses que les travailleuses sont obligées de laisser à la maison brûlent dans leur berceau. Ils ont moins de souci des jeunes qui, au sortir de l'école, se retrouvent sans métier, sans travail, avec comme seul lieu de culture et de distraction la rue et les cafés où, de temps en temps, on leur tire dessus.

André ROUSSEL.